



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 16 OCTOBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 16 OKTOBER 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Khadija Zamouri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Ann Gilles-Goris, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembemt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Tania Dekens, Hind Addi, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Abdallah Kanfaoui, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

16.10.2019/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Sécurité d'accès à l'école 6.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne annexée.

Le Conseil prend connaissance.

Department Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie - Beveiliging van de toegang tot de school 6.

De Raad neemt kennis.

16.10.2019/A/0002 **Prévention et Vie Sociale**
Service Prévention - Approbation de la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la mise en place d'un atelier pédagogique au sein du CPAS - Année 2019.

LE CONSEIL,

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mai 2019 qui accorde à la commune une subvention spéciale de 41.400 € à la commune pour la mise en place d'un atelier pédagogique au sein du CPAS pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;

Considérant que la Région n'est pas compétente pour directement financer les Centres public d'Action Sociale ;

Considérant que le CPAS de Molenbeek a depuis plusieurs années mis en place des ateliers pédagogiques personnalisés en son sein à destination du public cible ;

Considérant la convention entre la commune et le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la commune s'engage à reverser le subside au Centre public d'Action sociale sur base des obligations précisées dans la convention

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention avec le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi d'une subvention spéciale pour l'organisation d'un atelier pédagogique au sein du CPAS.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie Dienst - Overeenkomst met Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het opzetten van een pedagogische workshop op maat bij de OCMW - Jaar 2019.

DE RAAD,

Overwegende het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 14 december 2017 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 41.400 € in het kader van het opzetten van een pedagogische workshop op maat bij de OCMW voor de periode van 1 januari 2019 tot 31 december 2019 ;

Overwegende dat Het Gewest niet bevoegd is om rechtstreeks subsidies aan Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn toe te kennen;

Overwegende dat de OCMW van Molenbeek heeft al jaren in zijn midden individuele pedagogische workshops op touw gezet

Overwegende de overeenkomst met de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gemeente verbindt er zicht toe het bedrag aan de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn te storten overeenkomstig met de vastgestelde verplichtingen voor dit toelage ;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst met Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie voor het opzetten van een pedagogische workshop

op maat bij de OCMW goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0003 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 1 (La Rose des Vents) - Nouvelle approbation - Echéance de la Fédération Wallonie-Bruxelles : 5 novembre 2019.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 8 mai 2019 (012/08.05.2019/A/0011#) décidant :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°1 (*La Rose des Vents*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux ;

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultations) et approbation du Conseil de Communal, chaque école engagée dans la 1^{ère} vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.

- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 1 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 2 septembre 2019, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour rentrer un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixée au 5 novembre

2019 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit d'abord être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°1 (*La Rose des Vents*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 36 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan van school nr. 1 (La Rose des Vents) - Nieuwe goedkeuring - Deadline van de Fédération Wallonie Bruxelles : 5 november 2019.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 36 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

16.10.2019/A/0004

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 10 (La Cité des enfants) - Nouvelle approbation - Echéance de la Fédération Wallonie Bruxelles : 5 novembre 2019.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 8 mai 2019 (012/08.05.2019/A/0013#) décidant :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°10 (*La Cité des Enfants*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux ;

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultations) et approbation du Conseil de Communal, chaque école engagée dans la 1^{ère} vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué

au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.
- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 10 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 2 septembre 2019, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour rentrer un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixé au 5 novembre 2019 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit d'abord être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°10 (*La Cité des Enfants*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 36 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan van school nr. 10 (La Cité des enfants) - Nieuwe goedkeuring - Deadline van de Fédération Wallonie-Bruxelles : 5 november 2019.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 36 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

16.10.2019/A/0005

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 13 (L'Ecole qui bouge) - Nouvelle approbation - Echéance de la Fédération Wallonie-Bruxelles : 5 novembre 2019.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 8 mai 2019 (012/08.05.2019/A/0014#) décidant :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°13 (*L'Ecole qui bouge*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux ;

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultations) et approbation du Conseil de Communal, chaque école engagée dans la 1^{ère} vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.
- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 13 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 2 septembre 2019, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour rentrer un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixé au 5 novembre 2019 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit d'abord être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°13 (*L'Ecole qui bouge*), dont la synthèse récapitulative est reprise en pièce-jointe sous la forme de tableaux.

Le Conseil approuve le point.
41 votants : 36 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan van school nr. 13
(L'Ecole qui bouge) - Nieuwe goedkeuring - Deadline van de Fédération Wallonie-
Bruxelles : 5 november 2019.

De Raad keurt het punt goed.
41 stemmers : 36 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting.
Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement Néerlandophone - Adaptation du règlement de travail pour
l'Enseignement Néerlandophone Communal.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 24 votes positifs, 15 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Aanpassing arbeidsreglement voor het Nederlandstalig
gemeentelijk onderwijs.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28.08.2013 waarin hij het arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs goedkeurde;
Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15sexies;
Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;
Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs et de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;
Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;
Gelet op de wet van 19 december 1994 tot regeling van de relaties tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
Gelet op de bijkomende opmerkingen van de syndicale afgevaardigden tijdens de vergadering van het overlegcomité;
Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikel 42 en 43;
Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;
Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;
Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun

arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het bestaand arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad d.d. 21.06.2017 geactualiseerd diende te worden;

Overwegende de bespreking in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het protocolakkoord van het ABOC nr.34 van 3 juli 2019;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestaande arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad in datum van 21.06.2017 op te heffen.

Artikel 2 :

Het herwerkte arbeidsreglement voor de personen die onder het gezag arbeid verrichten de het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs in bijlage goed te keuren.

Artikel 3 :

Een afschrift van dit besluit en van het herwerkte arbeidsreglement ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag arbeid verrichten in de Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs.

Artikel 4 :

Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 24 positieve stemmen, 15 onthoudingen.

Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.

Khalil Boufraquech quitte la séance / verlaat de zitting.

Mohammed EL BOUZIDI quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0007

Département Développement Durable et Espaces Publics

Mobilité - Projet du nouveau Plan Régional de Mobilité « Good Move » - Avis de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 26 juillet 2013, instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité ;

Considérant que cette ordonnance donne une valeur réglementaire au Plan Régional de Mobilité (PRM) et définit le contenu et les processus d'élaboration de ce dernier ainsi que ceux des Plans Communaux de Mobilité (PCM), notamment afin d'assurer une meilleure cohérence dans les stratégies et projets de mobilité aux échelles régionales et communales ;

Vu l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant qu'en application des deux ordonnances précitées le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale se devait de se doter d'un plan actualisé en matière de

mobilité ;

Vu l'approbation en première lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales du projet de Plan régional de mobilité « Good Move » en date du 04 avril 2019 ;
Considérant que de tous les documents du projet de nouveau Plan « Good Move » ainsi que le rapport sur les incidences environnementales relatif à ce projet ont été déposés auprès de l'administration communale, et ce en vue de l'enquête publique se terminant le 17 octobre 2019 ;

Considérant que la Commune s'est bien assurée que l'annonce de cette enquête a bien été rendue publique ;

Considérant que la commune est tenue d'adresser à la Région son avis formel sur le projet du Plan « Good Move », et ce au plus tard le 17 octobre 2019 ;

Considérant donc que le Conseil Communal doit dès lors idéalement émettre son avis lors de sa séance du 16 octobre 2019 ;

Considérant l'analyse du nouveau plan régional de mobilité « Good Move » établi par le service Mobilité (voir annexe) ;

DECIDE :

Article unique :

De transmettre l'avis de la commune de Molenbeek-Saint-Jean sur le nouveau Plan Régional de Mobilité « Good Move », tel que repris dans le document en annexe, à Bruxelles Mobilité.

Le premier amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 27 votes négatifs, 6 votes positifs et 4 abstentions.

Le second amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 27 votes négatifs, 5 votes positifs et 8 abstentions.

Le troisième amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 28 votes négatifs, 5 votes positifs et 6 abstentions.

Le quatrième amendement déposé par Madame la Bourgmestre est adopté par 36 votes positifs et 4 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 33 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Mobiliteit - Project van het nieuwe Gewestelijke Mobiliteitsplan « Good Move » - Advies van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 26 juli 2013, tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit;

Overwegende dat deze ordonnantie een reglementaire waarde geeft aan het Gewestelijk Mobiliteitsplan (GMP) en definieert de inhoud en ontwikkelingsprocessen van deze laatste, evenals die van de Gemeentelijke Mobiliteitsplan (GMP), met name om te zorgen voor een betere samenhang in mobiliteitsstrategieën en projecten op regionale en gemeentelijke schaal;

Gelet op de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's;

Overwegend dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij toepassing van de

twee bovengenoemde verordeningen een geactualiseerd plan op gebied van mobiliteit moest hebben;

Gelet op de goedkeuring in eerste lezing door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan "Good Move" op datum van 4 april 2019;

Overwegende het feit dat alle documenten van het ontwerp van het nieuwe "Good Move" - plan evenals het milieueffectrapport met betrekking tot dit project zijn gedeponneerd bij het gemeentebestuur, en dit met het oog voor het openbaar onderzoek dat eindigt op de 17 oktober 2019;

Overwegend dat de gemeente ervoor heeft gezorgd dat de aankondiging van dit onderzoek openbaar is gemaakt;

Overwegend dat de gemeente gehouden is aan het Gewest haar formeel advies over het "Good Move" plan uiterlijk op 17 oktober 2019 op te sturen;

Overwegend dat daarom dat de gemeenteraad zijn advies idealer wijs op zijn beraadslaging van 16 oktober 2019 moet geven;

Overwegende de analyse van het nieuwe Gemeentelijke Mobiliteitsplan "Good Move", opgesteld door de mobiliteitsdienst (zie bijlage);

BESLUIT :

Enig artikel :

Het advies van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek over het nieuwe Gewestelijk Mobiliteitsplan « Good Move », zoals uiteengezet in het document in bijlage, aan Brussel Mobiliteit over te maken.

Het eerste amendement neergelegd door de heer De Block is verworpen door 27 negatieve stemmen, 6 positieve stemmen en 4 onthoudingen.

Het tweede amendement neergelegd door de heer De Block is verworpen door 27 negatieve stemmen, 5 positieve stemmen en 8 onthoudingen.

De derde amendement neergelegd door de heer De Block is verworpen door 28 negatieve stemmen, 5 positieve stemmen en 6 onthoudingen.

Het vierde amendement neergelegd door Mevrouw de Burgemeester wordt aangenomen door 36 positieve stemmen en 4 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 33 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Khalil Boufraquech entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2019/A/0008

Département Développement Durable et Espaces Publics

Mobilité - Renouvellement du contrat de mobilité entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 17 juillet 1997

modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001, portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement, qui précise « qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important » ;

Considérant que la Région bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean souhaite jouer un rôle actif dans le développement de cette mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement ;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de déplacements de tous les usagers ;

Considérant qu'une réunion d'évaluation sur l'exécution du contrat de mobilité MOL-015, couvrant la période du 01.04.2017 au 31.03.2018 et de préparation du nouveau contrat de mobilité MOL-015 a eu lieu le 29 avril 2019 en présence de la STIB, de la Police, de la Région et du Service Mobilité ;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat de mobilité MOL-015 terminé le 31.03.2018 et celui du contrat de mobilité MOL-016 en cours ;

Considérant que le crédit sera prévu à cet effet en recettes et en dépenses en modification budgétaire ;

DECIDE :

Article 1 :

De solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 3 carrefours prioritaires établis en voirie régionale, dont les détails figurent au contrat de mobilité en annexe de la présente délibération ;

Article 2 :

D'octroyer cette subvention à la zone de Police de Bruxelles-Ouest pour financer les coûts relatifs à la présence de personnel policier aux carrefours désignés dans le cadre du contrat de mobilité MOL-016 ;

Article 3 :

De souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexes de la présente délibération ;

Article 4 :

D'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat MOL-015 terminé le 31.03.2018, et d'approuver le contrat MOL-016 en cours.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Hernieuwing van het mobiliteitscontract tussen het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996 waarin de regels vastgesteld worden voor de toekenning van toelagen aan Gemeenten in het kader van het mobiliteitscontract;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999, betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II - aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Gelet op de bedoeling van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, dat vermeldt "dat de Gemeenten het recht hebben om de nodige maatregelen te treffen om het verkeer te beheren, met name door politieagenten voor deze taak aan te stellen en door modaliteiten overeen te komen voor snelle interventies bij ongevallen die het verkeer op drukke wegen verstoren;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar een duurzame mobiliteit moet evolueren;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de ontwikkeling van deze duurzame mobiliteit een actieve rol wenst te spelen;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen per fiets of te voet, essentieel zijn voor een duurzame mobiliteit;

Overwegende dat de promotie van het gebruik van het openbaar vervoer de verhoging van de commerciële snelheid ervan impliceert;

Overwegende dat de promotie van de verplaatsingen per fiets en te voet de verbeterde beveiliging ervan impliceert;

Overwegende dat de opstopping van het verkeer nefast is voor de sociaaleconomische werking van de Gemeente en dat deze opstopping schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het leefmilieu;

Overwegende dat het Gewest de gemeenten aanspoort om de aanwezigheid van hun politiemensen op de gewestwegen op te drijven, om er voor te zorgen dat alle gebruikers zich in goede omstandigheden kunnen blijven verplaatsen;

Overwegende dat er op 29 april 2019 een evaluatievergadering over de uitvoering van het mobiliteitscontract MOL-015, gaande van de periode van 01.04.2017 tot 31.03.2018 en de voorbereiding van het nieuw mobiliteitscontract MOL-015, heeft plaats gevonden in aanwezigheid van de M.I.V.B., de politie, het Gewest en de dienst Mobiliteit;

Gezien het rapport betreffende de uitvoering van het mobiliteitscontract MOL-015 beëindigd op 31.03.2018 en van het in voege zijnde nieuwe mobiliteitscontract MOL-016;

Overwegende dat het krediet voorzien zal worden voor dit doel in inkomsten en uitgaven

via de begrotingswijziging;

BESLUIT:

Artikel 1 :

Een toelage te vragen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999, betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II, aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract, om toezicht te houden op 3 prioritaire kruispunten op gewestwegen, waarvan de details vermeld staan in het mobiliteitscontract dat bij deze beraadslaging gevoegd is;

Artikel 2 :

Deze toelage toe te kennen aan de Politiezone Brussel-West, om de kosten te financieren betreffende de aanwezigheid van politiemensen op de kruispunten en wegen die in het kader van het mobiliteitscontract MOL-016 bepaald werden;

Artikel 3 :

De verbintenissen bepaald in het mobiliteitscontract in bijlage van de huidige beraadslaging aan te gaan;

Artikel 4 :

Het rapport met betrekking tot de uitvoering van het contract MOL-015 dat eindigt op 31.03.2018, en het lopend contract MOL-016 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0009

Département Services généraux et Démographie

Affaires juridiques - Empiètement sur le domaine public - Désaffectation du domaine public vers le domaine privé de la commune d'un trottoir situé à la rue Picard - Cession à titre onéreux - Allocation de dommages et intérêts.

LE CONSEIL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que dans le cadre de la construction et de la rénovation d'un immeuble destiné à devenir deux écoles de langues néerlandophones sis à 1080 Bruxelles, rue Vandenboogaerde, 116 – rue Picard, il s'est avéré que l'isolation de la façade du bâtiment situé du côté de la rue Picard a dépassé sur le trottoir ;

Considérant que ce débordement sur le trottoir appartenant au domaine public, s'étend sur une largeur de 27 centimètres et sur une longueur d'une dizaine de mètres le long de la façade l'immeuble ;

Considérant que pour la finalisation des travaux de construction, la SA SIMICA qui est le promoteur du projet immobilier a souhaité acquérir la surface du trottoir faisant l'objet du débordement ;

Considérant que compte tenu des caractéristiques propres aux projets immobiliers qui sont destinés à devenir des écoles et donc de présenter une certaine pérennité, l'octroi d'une

concession domaniale ne peut être envisagé en raison du caractère précaire, non cessible et révocable à tout moment d'une pareille concession ;

Considérant que la seule voie possible pour régulariser la situation est de procéder dans un premier temps à la désaffectation de la surface du trottoir empiétée par l'isolation du domaine public vers le domaine privé de la commune et de céder ensuite à titre onéreux cette surface de trottoir à la société SA SIMICA ;

Considérant que par ailleurs, la commune ne peut exiger la suppression de ce dépassement ni s'opposer à la demande de désaffectation et de cession de la surface du trottoir en question sous peine d'être considérée comme faisant abus de son droit de propriété ;

Considérant que dans son arrêt du 10 septembre 1971, la Cour de Cassation a estimé que *« le droit d'exiger la démolition à la suite de l'appropriation illicite du bien d'autrui par un tiers, ainsi que le droit de propriété dont ce droit de démolition sanctionne la violation, sont susceptibles d'abus. Pareil abus peut résulter non seulement de l'exercice d'un droit avec la seule intention de nuire, mais aussi de l'exercice de ce droit d'une manière qui dépasse manifestement les limites de l'exercice normal de celui-ci par un personne prudente et diligente. »* ;

Considérant que la Cour de Cassation précise également que *« vu l'importance limitée du dommage et sa disproportion avec le préjudice qu'une démolition éventuelle causerait, exiger la démolition dépassait manifestement les limites de l'exercice normal de ce droit par une personne prudente et diligente. »* ;

Considérant qu'enfin, la Cour de Cassation conclut qu' *« en l'espèce, l'appropriation d'une étroite bande de terrain devait être réparée, non en nature, mais par une allocation de dommages et intérêts proportionnés au préjudice subi »* ;

Considérant que compte tenu de l'enseignement de cet arrêt rendu par la Cour de Cassation, la commune n'est pas en droit d'exiger de la part de la SA SIMICA la suppression de ce dépassement sous peine d'être considérée comme abusant de son droit de propriété ;

Considérant qu'eu égard à l'ensemble de ces considérations tant factuelles que juridiques, il y a lieu de procéder à la désaffectation de cette surface de trottoir faisant partie du domaine public vers le domaine privé de la commune et de céder par la suite cette bande de terre à titre onéreux à la SA SIMICA moyennant le versement par ce dernier à la commune d'une juste et adéquate allocation de dommages et intérêts fixée proportionnellement au préjudice subi ;

Considérant que la SA SIMICA a fait parvenir un rapport d'expertise valorisant la surface du trottoir empiété à un montant de 21.228,75 € (annexe 1) ;

Considérant que cependant et après avoir comparé les avantages procurés par l'acquisition de cette surface de trottoir par rapport aux inconvénients devant être supportés par la commune en raison de cet empiètement, la SA SIMICA a proposé d'acquérir la surface du trottoir concerné pour la somme de 95.000,00 € (annexe 2) ;

Considérant qu'eu égard à l'ensemble de ces considérations tant factuelles que juridiques, il y a lieu de procéder à la désaffectation de cette surface de trottoir faisant partie du domaine public vers le domaine privé de la commune et de céder par la suite cette bande de terre à titre onéreux à la SA SIMICA moyennant le versement par ce dernier à la commune d'une juste et adéquate allocation de dommages et intérêts fixée proportionnellement au préjudice subi et pouvant être estimée à la somme de 95.000,00 € ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevin du 3 octobre 2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

De désaffecter du domaine public vers le domaine privé de la commune la bande de trottoir

située sur le long de la façade de l'immeuble du côté de la rue Picard et faisant l'objet de l'empiètement.

Article 2 :

De céder à titre onéreux la surface du trottoir empiété à la SA SIMICA moyennant le versement d'une allocation de dommages et intérêts proportionnelle au préjudice subi par la commune en raison de ce débordement et pouvant être estimée à la somme de 95.000,00 €.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Bebouwing over de grens van het openbaar eigendom -

Buitengebruikstelling van openbaar domein naar privé-domein van een stoep gelegen te Picardstraat - Overdracht onder bezwarende titel - Toewijzing van schadevergoeding.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat in kader van de bouw en de renovatie van een gebouw dat bestemd is om twee Nederlandstalige scholen in onder te brengen, gelegen te 1080 Brussel, Vandenboogaerdestraat 116 - Picardstraat , is gebleken dat de isolatie van de voorgevel van het gebouw aan de Picardstraat voor een deel op het trottoir werd gebouwd;

Dat deze overschrijding op de trottoir, die tot het publiek domein behoort, zich uitstrekt over een breedte van 27 centimeter en een lengte van ongeveer tien meter langs de voorgevel van het gebouw;

Overwegende dat voor de voltooiing van de bouwwerken de NV SIMICA, die de bouwpromoter is van het vastgoedproject, de wens heeft uitgedrukt om deze oppervlakte van het trottoir, dat het voorwerp is van de overschrijding, te verwerven ;

Overwegende rekening houdend met de specifieke kenmerken aan vastgoedprojecten die bestemd zijn om scholen te worden en die dus een zekere bestendigheid hebben, kan de toekenning van een domeinconcessie niet worden overwogen vanwege het precaire, niet-overdraagbare en herroepbare karakter van een dergelijke concessie op elk moment;

Overwegende dat de enige manier om de situatie te regulariseren erin bestaat om eerst over te gaan tot de desaffectatie van de oppervlakte van het trottoir dat wordt overschreden door de isolatie van het publieke domein naar het privaat domein van de gemeente en vervolgens deze oppervlakte van het trottoir onder bezwarende titel over te dragen aan de NV SIMICA;

Overwegende dat de gemeente bovendien niet kan eisen dat deze overschrijding wordt opgeheven, noch zich kan verzetten tegen het verzoek van desaffectatie en de overdracht van de oppervlakte van het trottoir in kwestie, op straffe van misbruik van het eigendomsrecht van de gemeente;

Overwegende dat in het arrest van 10 september 1971 het Hof van Cassatie oordeelde dat ; « het recht op afbraak wegens onrechtmatige toe-eigening door een derde van anders grond, evenals het eigendomsrecht waarvan het de schending sanctioneert, voor misbruik vatbaar is ; dat dergelijk misbruik kan ontstaan niet alleen door de uitoefening van bedoelde recht met het enkele inzicht om te schaden. Doch eveneens door de uitoefening ervan op een wijze die kennelijk de grenzen te buiten gaat van de normale uitoefening van dat recht door een voorzichtig en bezorgd persoon. »

Dat het Hof van Cassatie ook preciseert dat « gezien het beperkte belang van de schade en

de onevenredigheid ervan ten opzichte van de schade die een eventuele sloop zou veroorzaken, de eis tot sloop duidelijk de grenzen van de normale uitoefening van dit recht door een voorzichtig en bezorgd persoon overschrijdt. »

Ten slotte oordeelde het Hof van Cassatie dat « in geval van toe-eigening van een smalle strook grond moet dit niet in natura worden hersteld, maar door toekenning van een schadevergoeding in verhouding tot de geleden schade » ;

Overwegende rekening houdend met deze beslissing van het Hof van Cassatie, de gemeente niet het recht heeft te eisen dat de NV SIMICA deze overschrijding wegneemt anders zal het worden beschouwd als misbruik van haar eigendomsrechten;

Overwegende gelet op al deze overwegingen, zowel feitelijk als juridisch, moet de oppervlakte van het trottoir gedesaffecteerd worden en dient dit dus te worden overgedragen van het publieke domein naar het privaat domein van de gemeente en vervolgens dient het onder bezwarende titel te worden overgedragen aan de NV SIMICA, tegen betaling door NV SIMICA van een billijke en adequate schadevergoeding in verhouding tot de geleden schade aan de gemeente;

Overwegende dat de NV SIMICA een expertiserapport heeft gestuurd waarin de aangetaste oppervlakte van het trottoir wordt gewaardeerd voor een bedrag van 21.228,75 € (bijlage 1);

Dat echter na vergelijking van de voordelen van de verwerving van deze oppervlakte met de nadelen die de gemeente door deze ingreep ondervindt, de NV SIMICA echter heeft voorgesteld om de oppervlakte van het betrokken trottoir te verwerven tegen een bedrag van 95.000,00 € (bijlage 2);

Overwegende dat, gezien al deze feitelijke en juridische overwegingen, het noodzakelijk is om over te gaan tot de desaffectatie van deze oppervlakte van het trottoir die deel uitmaakt van het publieke domein naar het privaat domein van de gemeente en om deze strook grond vervolgens onder bezwarende titel over te dragen aan NV SIMICA tegen betaling van een billijke en adequate schadevergoeding die wordt vastgesteld in verhouding tot de geleden schade en die geraamd kan worden op 95.000,00 €;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 oktober 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De strook trottoir die het onderwerp uitmaakt van de overschrijding gelegen langs de voorgevel van het gebouw aan de kant van de Picardstraat wordt gedesaffecteerd van het publieke domein naar het privaat domein van de gemeente ;

Artikel 2 :

De oppervlakte van het trottoir wordt onder bezwarende titel overgedragen aan NV SIMICA tegen betaling door de NV SIMICA van een schadevergoeding aan de gemeente die evenredig is aan de schade die de gemeente als gevolg van deze overschrijding heeft geleden en die geraamd kan worden op een bedrag van 95.000,00 €.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0010 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics -
Marché de travaux relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des

douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché - CDC 19.002.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 8 mai 2019 décidant:

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5, située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 209.408,83 EUR HTVA (TVA 6% soit 12.564,53 EUR), soit un total de de 221.973,36 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10 % arrivant à un montant arrondi de 244.170,70 EUR.

Article 5 :

De solliciter le subside PTIS (Plan Triennal d'Investissement Sportif).

Article 6 :

De solliciter le subside PPT (Programme Prioritaire de Travaux).

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 11 juillet 2019 décidant:

Article 1:

De ne pas attribuer le marché de travaux relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

De relancer le marché repris ci-dessus par procédure négociée directe avec publication.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissement d'intérêt public ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018 fixant les procédures de demande et de liquidation des subsides visées par l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu le lancement d'un appel à projets pour des investissements en matière d'infrastructures sportives communales par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le

cadre du plan triennal d'investissement sportif (PTIS 2018-2020) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Considérant qu'il y a lieu de rénover la salle de sport, les vestiaires, les douches et les sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que pour le marché de travaux concernant la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean, des subventions peuvent être sollicitées ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer le marché de travaux relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Considérant que la dépense globale des travaux peut être estimée à 209.408,83 EUR HTVA (TVA 6% soit 12.564,53 EUR), soit un total de 221.973,36 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 244.170,70 EUR relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5 située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et qu'ils sont couverts par emprunts (avec une demande de subside PTIS (Plan Triennal d'Investissement Sportif) et de subside PPT (Programme Prioritaire de Travaux));

Considérant que conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour les travaux dont le montant estimé est inférieur à 750.000 euros (HTVA) ;

Considérant que conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016 le présent marché de travaux peut dès lors être passé par la procédure négociée directe avec publication préalable relative aux marchés publics, compte tenu du fait que la dépense globale est estimée à 230.349,71 EUR HTVA (correspondant à l'estimation du marché modifications éventuelles comprises);

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif à la rénovation de la salle de sport, des vestiaires, des douches et des sanitaires de l'école fondamentale n°5, située place de la Duchesse de Brabant n°27 à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 209.408,83 EUR HTVA (TVA 6% soit 12.564,53 EUR), soit un total de 221.973,36 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10 % arrivant à un montant arrondi de 244.170,70 EUR.

Article 5 :

De solliciter le subside PTIS (Plan Triennal d'Investissement Sportif).

Article 6 :

De solliciter le subside PPT (Programme Prioritaire de Travaux).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool 'Ecole n°5' gelegen Hertogin van Brabantplein n° 27 te Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht - Bestek 19.002.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 8 mei 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool 'Ecole n°5' gelegen Hertogin van Brabantplein n° 27 te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3 :

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 4 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 209.408,83 btw excl. (btw 6% met name 12.564,53 EUR), hetzij de 221.973,36 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een afgerond bedrag van 244.170,70 EUR goed te keuren.

Artikel 5 :

De DIPS-subsidie aan te vragen (Driejarig Investeringsplan inzake Sportinfrastructuur).

Artikel 6 :

De PPT-subsidie aan te vragen (Programme Prioritaire de Travaux).

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 11 juli 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool 'Ecole n°5' gelegen Hertogin van Brabantplein n° 27 te Sint-Jans-Molenbeek niet te gunnen.

Artikel 2 :

De opdracht waarvan sprake te herlanceren via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,

leveringen en diensten en concessies;

Gezien de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2018 tot vastlegging van de procedures voor het aanvragen en de vereffening van de subsidies beoogd door de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen ;

Gezien de lancering van een projectoproep voor investeringen betreffende gemeentelijke sportinfrastructuur door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het driejarig investeringsplan inzake sportinfrastructuur (DIPS 2018-2020);

Gezien het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dat het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap wijzigt tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool Ecole n°5 gelegen te Hertogin van Brabantplein n°27 te Sint-Jans-Molenbeek te renoveren;

Overwegende dat voor de opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool Ecole n°5 gelegen te Hertogin van Brabantplein n°27 te Sint-Jans-Molenbeek subsidies kunnen aangevraagd worden;

Overwegende dat een opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool Ecole n°5 gelegen te Hertogin van Brabantplein n°27, Sint-Jans-Molenbeek moet gelanceerd worden;

Overwegende dat de opdracht niet verdeeld is in percelen;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 209.408,83 EUR btw excl. (btw 6% met name 12.564,53 EUR), hetzij 221.973,36

EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een afgerond bedrag van 244.170,70 EUR betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool Ecole n°5 gelegen te Hertogin van Brabantplein n°27, Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 en dat de uitgave zal gedekt worden door leningsgelden (met een aanvraag van de DIPS-subsidie en de PPT-subsidie (Programme Prioritaire de Travaux));

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 41, §1, 2° van de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toegelaten is voor werken waarvan het geraamde bedrag lager ligt dan 750.000 euro (excl. btw);

Overwegende dat de huidige opdracht voor werken dientengevolge geplaatst mag worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in overeenstemming met artikel 41, §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, gezien de totale uitgave geschat is op 230.349,71 EUR excl. btw (overeenstemmend met de schatting van de opdracht eventuele wijzigingen inbegrepen):

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht voor werken betreffende de renovatie van de sportzaal, de kleedkamers, de douches en het sanitair van de basisschool 'Ecole n°5' gelegen Hertogin van Brabantplein n° 27 te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3 :

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 4 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 209.408,83 EUR btw excl. (btw 6% met name 12.564,53 EUR), hetzij 221.973,36 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een afgerond bedrag van 244.170,70 EUR goed te keuren.

Artikel 5 :

De DIPS-subsidie aan te vragen (Driejarig Investeringsplan inzake Sportinfrastructuur).

Artikel 6 :

De PPT-subsidie aan te vragen (Programme Prioritaire de Travaux).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0011 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics -
Marché de travaux relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre

**du programme 'BuitenSpel' sur le terrain des écoles communales néerlandophones
De Knipoog, Windroos, De Boomhut et Paloke - Fixation et approbation des
conditions du marché et de l'avis de marché - CDC 19.005.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 8 mai 2019 décidant:

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre du programme 'BuitenSpel' sur le terrain des écoles communales néerlandophones :

- "De Knipoog", rue de la Semence, 30 à 1080 Bruxelles.
- "Windroos", rue de Courtrai, 52 à 1080 Bruxelles.
- "De Boomhut", rue des Béguines, 101 à 1080 Bruxelles
- "Paloke", chaussée de Ninove, 1001 à 1080 Bruxelles.

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 344.184,45 EUR HTVA (TVA 6% soit 20.651,07 EUR), soit un total de 364.835,52 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 9% arrivant à un montant total de 397.670,71 EUR.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 juin 2019 décidant:

Article 1

De ne pas attribuer le marché de travaux relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre du programme 'BuitenSpel' sur le terrain des écoles communales néerlandophones :

- "De Knipoog", rue de la Semence, 30 à 1080 Bruxelles.
- "Windroos", rue de Courtrai, 52 à 1080 Bruxelles.
- "De Boomhut", rue des Béguines, 101 à 1080 Bruxelles
- "Paloke", chaussée de Ninove, 1001 à 1080 Bruxelles.

Article 2

De relancer le marché repris ci-dessus.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que le projet « Buitenspel », organisé par la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), vise à subsidier les travaux pour le (ré)aménagement des cours de récréation des écoles néerlandophones de la Région bruxelloise ;

Considérant que le projet « Buitenspel », organisé et subventionné par la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), vise à (ré)aménager les cours de récréation sur les terrains des écoles communales néerlandophones, dont celles de Molenbeek-Saint-Jean, plus spécifiquement Paloke, sise Chaussée de Ninove 1001, De Knipoog, sise Rue de la Semence 30, Windroos, sise Rue de Courtrai 52 et De Boomhut, sise Rue des Béguines 101 à Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que, pour le projet « Buitenspel » un marché de travaux doit être lancé relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre du programme « Buitenspel » sur les terrains des écoles néerlandophones, notamment :

- "De Knipoog", rue de la Semence, 30 à 1080 Bruxelles.
- "Windroos", rue de Courtrai, 52 à 1080 Bruxelles.
- "De Boomhut", rue des Béguines, 101 à 1080 Bruxelles
- "Paloke", chaussée de Ninove, 1001 à 1080 Bruxelles.

Considérant que ces écoles nécessitent un réaménagement de leur cour de récréation;

Considérant qu'il y a donc lieu de (re)lancer le marché de travaux relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre du programme 'BuitenSpel' sur le terrain des écoles communales néerlandophones :

- "De Knipoog", rue de la Semence, 30 à 1080 Bruxelles.
- "Windroos", rue de Courtrai, 52 à 1080 Bruxelles.
- "De Boomhut", rue des Béguines, 101 à 1080 Bruxelles
- "Paloke", chaussée de Ninove, 1001 à 1080 Bruxelles.

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Considérant que la dépense globale des travaux peut être estimée à 344.184,45 EUR HTVA (TVA 6% soit 20.651,07 EUR), soit un total de 364.835,52 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 9% arrivant à un montant total de 397.670,71 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et qu'ils seront couverts par des subsides de la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) et des emprunts, de la façon suivante :

<u>Ecole</u>	<u>Montant estimation</u>	<u>Subsides VGC</u>	<u>Emprunts</u>
	<u>TVAC et marge 9%</u>	<u>(Vlaamse Gemeenschaps-</u>	
	<u>comprise</u>	<u>commissie)</u>	

School 'De Boomhut'	97.117,64 EUR	91.372,00 EUR (DC 85)	5.745,64 EUR
School 'De Knipoog'	99.896,65 EUR	91.259,00 EUR (DC 82)	8.637,65 EUR
School 'Paloke'	101.941,61 EUR	93.400,00 EUR (DC 84)	8.541,61 EUR
School 'Windroos'	98.714,81 EUR	93.252,00 EUR (DC 81)	5.462,81 EUR
TOTAL	397.670,71 EUR	369.283,00 EUR	28.387,71 EUR

Considérant que conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour les travaux dont le montant estimé est inférieur à 750.000 euros (HTVA) ;

Considérant que conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016 une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour le marché de travaux, compte tenu du fait que la dépense globale est estimée à 375.161,05 EUR HTVA (estimation du marché modifications éventuelles comprises) ;

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif au (ré)aménagement de la cour de récréation dans le cadre du programme 'BuitenSpel' sur le terrain des écoles communales néerlandophones :

- "De Knipoog", rue de la Semence, 30 à 1080 Bruxelles.
- "Windroos", rue de Courtrai, 52 à 1080 Bruxelles.
- "De Boomhut", rue des Béguines, 101 à 1080 Bruxelles
- "Paloke", chaussée de Ninove, 1001 à 1080 Bruxelles.

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 344.184,45 EUR HTVA (TVA 6% soit 20.651,07 EUR), soit un total de 364.835,52 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 9% arrivant à un montant total de 397.670,71 EUR.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst
Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken met betrekking tot de (her)inrichting
van de speelplaats in het kader van het programma ‘BuitenSpel’ op het terrein van
de Nederlandstalige gemeentescholen De Knipoog, Windroos, De Boomhut en Paloke
- Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de
aankondiging van de opdracht - Bestek 19.005.**

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 8 mei 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht voor werken betreffende de (her)inrichting van 4 speelplaatsen in het kader van het programma ‘BuitenSpel’ op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen, met name:

- “Paloke”, Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Brussel,
- “De Knipoog”, Zaadstraat 30 te 1080 Brussel,
- “Windroos”, Kortrijkstraat 52 te 1080 Brussel,
- “De Boomhut”, Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel.

goed te keuren.

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren;

Artikel 3 :

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 4 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 344.184,45 EUR btw excl. (btw 6% met name 20.651,07 EUR), hetzij 364.835,52 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 9% komende op een afgerond bedrag van 397.670,71 EUR goed te keuren.

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 13 juni 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdracht voor werken met betrekking tot de (her)inrichting van de speelplaats in het kader van het programma ‘BuitenSpel’ op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen:

- “Paloke”, Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Brussel,
- “De Knipoog”, Zaadstraat 30 te 1080 Brussel,
- “Windroos”, Kortrijkstraat 52 te 1080 Brussel,
- “De Boomhut”, Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel.

niet te gunnen.

Artikel 2 :

De opdracht waarvan sprake te herlanceren.

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat het project “Buitenspel”, georganiseerd door de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) tot doel heeft werken voor herinrichting van speelplaatsen van Nederlandstalige scholen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te subsidiëren;

Overwegende dat het project “Buitenspel”, georganiseerd door de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), tot doel heeft de speelplaatsen op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen, met name die van Sint-Jans-Molenbeek, herin te richten, meer bepaald “Paloke”, Ninoofsesteenweg 1001, “De Knipoog”, Zaadstraat 30, “Windroos”, Kortrijkstraat 52, “De Boomhut”, Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel;

Overwegende dat voor het project “Buitenspel” een opdracht voor werken dient gelanceerd te worden betreffende de (her)inrichting van de speelplaats in het kader van het programma ‘BuitenSpel’ op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen, met name:

- “Paloke”, Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Brussel,
- “De Knipoog”, Zaadstraat 30 te 1080 Brussel,
- “Windroos”, Kortrijkstraat 52 te 1080 Brussel,
- “De Boomhut”, Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel.

Overwegende dat het noodzakelijk is voor de scholen om hun speelplaatsen herin te richten;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om een opdracht voor werken te (her)lanceren betreffende de (her)inrichting van 4 speelplaatsen in het kader van het programma ‘BuitenSpel’ op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen, met name:

- “Paloke”, Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Brussel,
- “De Knipoog”, Zaadstraat 30 te 1080 Brussel,
- “Windroos”, Kortrijkstraat 52 te 1080 Brussel,
- “De Boomhut”, Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel.

Overwegende dat de opdracht niet verdeeld is in percelen;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 344.184,45 EUR btw excl. (btw 6% met name 20.651,07 EUR), hetzij 364.835,52 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 9% komende op een afgerond bedrag van 397.670,71 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 en dat de uitgave zal gedekt worden door subsidies van de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) en leningsgelden, op de

volgende wijze:

<u>School</u>	<u>Bedrag raming Inclusief btw en marge 9%</u>	<u>Subsidies VGC (Vlaamse Gemeenschaps- commissie)</u>	<u>Lening</u>
School 'De Boomhut'	97.117,64 EUR	91.372,00 EUR (VR 85)	5.745,€
School 'De Knipoog'	99.896,65 EUR	91.259,00 EUR (VR 82)	8.637,€
School 'Paloke'	101.941,61 EUR	93.400,00 EUR (VR 84)	8.541,€
School 'Windroos'	98.714,81 EUR	93.252,00 EUR (VR 81)	5.462,€
TOTAL	397.670,71 EUR	369.283,00 EUR	28.387,€

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 41, §1, 2° van de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toegelaten is voor de werken waarvan het geraamde bedrag lager ligt dan 750.000 euro (excl. btw);

Overwegende dat de huidige opdracht voor werken dientengevolge geplaatst mag worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in overeenstemming met artikel 41, §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, gezien de totale uitgave geschat is op 375.161,05 EUR excl. btw (schatting van de opdracht eventuele wijzigingen inbegrepen);

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht voor werken betreffende de (her)inrichting van 4 speelplaatsen in het kader van het programma 'BuitenSpel' op de terreinen van de Nederlandstalige gemeentescholen, met name:

- "Paloke", Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Brussel,
- "De Knipoog", Zaadstraat 30 te 1080 Brussel,
- "Windroos", Kortrijkstraat 52 te 1080 Brussel,
- "De Boomhut", Begijnenstraat 101 te 1080 Brussel.

goed te keuren.

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren;

Artikel 3 :

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 4 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 344.184,45 EUR btw excl. (btw 6% met name 20.651,07 EUR), hetzij 364.835,52 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 9% komende op een afgerond bedrag van 397.670,71 EUR goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0012 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services en vue de la désignation d'un coordinateur sécurité et santé pour l'ensemble des projets initiés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 3 ans - CDC 19.028 - Approbation et fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles;
Considérant que pour la majeure partie des dossiers de travaux (démolition, construction, rénovation de(s) bâtiment(s) ainsi que la réfection et l'aménagement de l'espace public) coordonnés par la commune de Molenbeek-Saint-Jean, une mission de coordination sécurité-santé doit y être adjointe ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner un unique coordinateur sécurité-santé pour l'ensemble des projets initiés par la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 3 ans ;
Considérant que la dépense globale est estimée à 198.347,10 EUR hors TVA (TVA 21%: 41.652,90 EUR), soit 240.000,00 EUR TVA comprise ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et qu'ils seront couverts par emprunts ;
Considérant que conformément à l'article 41, §1,1° de la loi du 17 juin 2016, ce marché de services peut être lancé via une procédure négociée directe avec publication préalable ;
Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;
Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 2:

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 3:

D'approuver la dépense estimée à 198.347,10 EUR HTVA, soit 240.000,00 EUR TVAC (21%) et de couvrir cette dépense par emprunts ;

Article 4:

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienstenopdracht voor de aanduiding van een coördinator veiligheid en gezondheid voor het geheel van de projecten opgestart door het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van 3 jaar - Bestek 19.028 - Goedkeuring en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen ;

Overwegende dat voor de meeste dossiers van de werken (afbraak, bouw, renovatie van het/(de) gebouw(en) en de (her)inrichting van de openbare ruimte), gecoördineerd door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, een coördinatiemissie op het gebied van veiligheid en gezondheid moet worden toegevoegd ;

Overwegende dat het noodzakelijk is één gezondheids- en veiligheidscoördinator te benoemen voor alle projecten die door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek worden geïnitieerd voor een periode van 3 jaar ;

Overwegende dat de totale uitgave wordt geraamd op 198.347,10 EUR exclusief btw (btw 21%: 41.652,90 EUR), hetzij 240.000,00 EUR btw inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 0000/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 en zullen gedekt worden door leningsgelden ;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 41, §1, 1° van de wet van 17 juni 2016, deze dienstenopdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking mag gelanceerd worden;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, onder andere het bestek en zijn bijlagen die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht die hiertoe werd opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, onder andere het bestek en zijn bijlagen, die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 2

De aankondiging van de opdracht die hiertoe werd opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3

De uitgave voor een geraamd bedrag van 198.347,10 EUR btw excl, hetzij 240.000,00 EUR btw inbegrepen (21%), goed te keuren en deze uitgave te dekken via leningsgelden;

Artikel 4

De dienstenopdracht op te starten via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Houria Ouberri quitte la séance / verlaat de zitting.

Khalil Boufraquech quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0013

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier durable Petite Senne - Occupation temporaire du bien sis rue de Liverpool 24.

LE CONSEIL,

Considérant que l'immeuble sis rue de Liverpool 24, qui fait l'objet d'un projet de création de logements conventionnés et d'une crèche dans le cadre des opérations 1.F1 « Logements Conventionnés Liverpool » et 1.F2 « Crèche » du Contrat de quartier durable « Petite Senne », sera vide à partir du 30/09/2019 ;

Considérant que l'association Open Doek est d'urgence à la recherche d'un endroit pour une période allant du 5 octobre 2019 au 4 novembre 2019 pour créer et présenter un spectacle;

Considérant que les chantiers pour les opérations susmentionnées commenceront au plus tôt mi-novembre 2019;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Open Doek pour une période allant du 5 octobre au 4 novembre 2019, moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 2.000,00 EUR (sur l'article 9220/163-01);

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires Juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 5 octobre 2019 au 4 novembre 2019 par l'ASBL Open Doek de l'immeuble sis rue de Liverpool 24 à Molenbeek, moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 2.000,00 EUR (sur article 9220/163-01);

Article 2 :

De ne supporter aucune responsabilité en cas de perte ou de vol de matériel.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 33 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract

Zinneke - Tijdelijk gebruik van het goed gelegen te Liverpoolstraat 24.

DE RAAD,

Overwegende dat het gebouw gelegen te Liverpoolstraat 24, dat het voorwerp uitmaakt van de creatie van "Geconventioneerde woningen" in het kader van operatie 1.F1 en van een "Crèche" in het kader van operatie 1.F2 van het duurzaam wijkcontract "Zinneke", zal leegstaan vanaf 30 september 2019;

Overwegende dat de vzw Open Doek dringend op zoek is naar een locatie voor een periode gaande van 5 oktober 2019 tot 4 november 2019 om een voorstelling te creëren en te presenteren;

Overwegende dat de werven voor de bovengenoemde operaties ten vroegste midden november 2019 van start zullen gaan;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Open Doek voor een periode gaande van 5 oktober 2019 tot 4 november 2019 middels de betaling van het forfaitaire bedrag van 2.000,00 EUR (op artikel 9220/163-01);

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken; Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1 :

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een periode gaande van 5 oktober 2019 tot 4 november 2019, door de vzw Open Doek, van het gebouw gelegen Liverpoolstraat 24 te Molenbeek middels de betaling van het forfaitaire bedrag van 2.000,00 EUR (op artikel 9220/163-01);

Artikel 2 :

Geen enkele verantwoordelijkheid te dragen in geval van verlies of diefstal van materiaal.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 33 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

16.10.2019/A/0014

Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière

Propriétés communales - Avenue Mahatma Gandhi 5, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean -

Remplacement du revêtement synthétique du terrain central du complexe sportif du

Sippelberg - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux

compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 EUR) ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché public de travaux pour le remplacement du revêtement synthétique du terrain central du complexe sportif du Sippelberg sis avenue Mahatma Gandhi 5, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;
Prend connaissance du dossier comprenant le cahier spécial des charges n°78_SPORT_MAHATMA5_PTIS_2019, le métré et l'avis de marché établis en vue de la réalisation de ces travaux et faisant partie intégrante de la présente décision ;
Considérant que la dépense peut être estimée à 289.256,20 EUR HTVA ou 350.000,00 EUR TVAC (21% TVA =60.743,80 EUR) ;
Considérant que la commune a sollicité, dans le cadre du plan triennal d'investissement sportif 2018 - 2020, l'octroi d'une subvention réservée au remplacement du revêtement synthétique du terrain central du complexe sportif du Sippelberg sis avenue Mahatma Gandhi 5, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;
Considérant qu'en date du 3 mai 2019, ce projet a été retenu par le Gouvernement pour un montant de 211.750,00 EUR ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7640/721/60 (Aménagement d'infrastructures sportives) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.10.2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet relatif aux travaux de remplacement du revêtement synthétique du terrain central du complexe sportif du Sippelberg sis avenue Mahatma Gandhi 5, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver et de faire sien le dossier comprenant le cahier spécial des charges n° 78_SPORT_MAHATMA5_PTIS_2019, le métré et l'avis de marché faisant partie intégrante de la présente décision ;

Article 3 :

D'approuver la dépense relative à ce marché estimée 289.256,20 EUR hors TVA, soit 350.000,00 EUR TVA comprise (21% TVA =60.743,80 EUR) et de couvrir cette dépense par les subsides octroyé dans le cadre du plan triennal d'investissement sportif 2018 - 2020, à concurrence de 211.750,00 EUR (D.C. n°1949) et le solde par emprunt;

Article 4 :

D'inscrire cette dépense à l'article 7640/721/60 (Aménagement d'infrastructures sportives) du budget extraordinaire de l'exercice 2019,

Article 5 :

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Mahatma Gandhilaan 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek -
Vervanging van het centrale kunstgrasterrain van het sportcomplex Sippelberg -
Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het nodig is om een overheidsopdracht voor werken op te starten om de kunstgrasmat van het centraal terrein van het sportcomplex Sippelberg aan de Mahatma Gandhilaan 5, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek te vervangen;

Neemt kennis van het dossier omvattend het bestek 78_SPORT_MAHATMA5_PTIS_2019, de meetstaat en de aankondiging van de opdracht voor de realisatie van deze werken en dat integraal deel uitmaken van deze beslissing;

Overwegende dat de uitgaven geraamd kan worden op 289.256,20 excl. BTW of 350.000,00EUR incl. BTW (21% BTW = 60.743,80 EUR);

Overwegende dat de Gemeente in het kader van het Driejarig Investeringsplan sportsector 2016-2020 de toekenning van de subsidies voorbehouden voor de vervanging van het centrale kunstgrasmat van het sportcomplex Sippelberg gelegen aan de Mahatma Gandhilaan 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, heeft aangevraagd;

Aangezien dit project op 3 mei 2019 door de Regering werd behouden voor een bedrag van 211.750,00 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7640/721/60 (Ontwikkeling van sportfaciliteiten) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.10.2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De opdracht met betrekking tot de vervanging van de kunstgrasmat van het centraal terrein van het sportcomplex Sippelberg gelegen aan de Mahatma Gandhilaan 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het dossier omvattend het bestek 78_SPORT_MAHATMA5_PTIS_2019, de meetstaat en de aankondiging van de opdracht dat integraal deel uitmaken van deze beslissing goed te keuren en het hem eigen maken;

Artikel 3 :

de globale uitgave voor deze opdracht geraamd op 289.256,20 EUR zonder BTW, hetzij 350.000,00 BTW inbegrepen (21% BTW =60.743,80 EUR) goed te keuren en te financieren met subsidies verleend in het kader van het Driejarig Investeringsplan sportsector 2016-2020 ten bedrage 211.750,00 EUR (V.R. n°1949) en het saldo met leningsgelden;

Artikel 4 :

Deze uitgave in te schrijven op art. 7640/721/60 (Ontwikkeling van sportfaciliteiten) van de buitengewone begroting van 2019;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0015 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Avenue Jean Dubrucq, 90 à 1080 Bruxelles - Travaux de rénovation: mise en conformité aux normes prescrites en matière de lutte et de prévention contre l'incendie de la crèche Reine Fabiola - Modification de l'estimation du marché.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 19 juin 2019 décidant :

Article 1:

D'approuver le projet relatif aux travaux de mise en conformité aux normes prescrites en matière de lutte et de prévention contre l'incendie de la crèche Reine Fabiola sise avenue Jean de Dubrucq 90 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

D'approuver et de faire sien le dossier comprenant le cahier spécial des charges n° 08_CRECHE_DUB090_TRAVAUX CONFORMITE_2019, le métré et l'avis de marché faisant partie intégrante de la présente décision ;

Article 3

D'approuver la dépense relative à ce marché estimée 165.200,00 EUR hors TVA, soit 199.892,00 EUR TVA comprise (21% TVA =34.692,00 EUR) et de couvrir cette dépense par emprunt;

Article 4

De réserver cette dépense à l'article 8440/724/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019,

Article 5

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que la Commune a lancé le marché par procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016 du 26 juin 2019 au 13 septembre 2019 ;

Considérant qu'une entreprise, a déposé une offre pour un montant de 214.363,74 EUR TVAC ;

Considérant que le montant de l'offre déposée dépasse le montant estimé de 199.892,00 EUR TVAC approuvé lors de la fixation des conditions du marché,

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter le budget estimé pour ce marché de 14.471,74 EUR;

Considérant que la dépense globale pour ce marché peut être (ré)estimée à 177.160,11 EUR HTVA (soit de 37.203,62 EUR de TVA (21%)), soit un total de 214.363,74 EUR TVAC;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponible à l'article 8440/724/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 10.10.2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la dépense supplémentaire d'un montant de 14.471,74 EUR relative au dépassement de l'estimation ;

Article 2 :

D'approuver la nouvelle estimation des travaux de mise en conformité aux normes prescrites en matière de lutte et de prévention contre l'incendie de la crèche Reine Fabiola sise avenue Jean de Dubrucq 90 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, d'un montant de 177.160,11 EUR HTVA (soit de 37.203,62 EUR de TVA (21%)), soit un total de 214.363,74 EUR TVAC;

Article 3 :

D'inscrire la dépense supplémentaire de 14.471,74 EUR à l'article 8440/724/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et de la couvrir par emprunt.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke eigendommen - Jean Dubrucq-laan, 90 te 1080 Brussel -

Renovatiewerken: naleving van de voorgeschreven normen voor de controle van de brandpreventie van het kinderdagverblijf Koningin Fabiola - Wijziging van de raming van de overheidsopdracht.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 juni 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de nalevingswerken van de voorgeschreven normen voor de controle van de brandpreventie van de kinderdagverblijf Reine Fabiola, gelegen te Jean Dubrucq-laan, 90 te 1080 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2:

Het dossier omvattend het bestek 08_CRECHE_DUB090_TRAVAUX CONFORMITE_2019, de meetstaat en de aankondiging van de opdracht dat integraal deel uitmaken van deze beslissing goed te keuren en het hem eigen maken;

Artikel 3:

De globale uitgave, geraamd op 165.200,00EUR excl. BTW hetzij 199.892,00 EUR incl.

BTW (21% BTW = 104.132,23 EUR), goed te keuren en deze uitgave te dekken door lening;

Artikel 4:

Deze uitgave te reserveren op art. 8440/724/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019;

Artikel 5:

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Overwegende dat de Gemeente de opdracht heeft uitgeschreven bij wege van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41, §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 van 26 juni 2019 tot 13 september 2019;

Overwegende dat een onderneming een offerte heeft ingediend voor een bedrag BTW incl. gaande van 214.363,74 EUR;

Overwegende dat het bedrag van de ingediende offerte hoger ligt dan het geraamde bedrag van 199.892,00 EUR, inclusief BTW, goedgekeurd bij de vaststelling van de opdrachtsvoorwaarden;

Overwegende dat het geraamde budget voor deze opdracht met 14.471,74 EUR moet worden verhoogd;

Overwegende dat de globale uitgave van deze opdracht (opnieuw) geraamd kan worden op een bedrag van 177.160,11 EUR btw excl. (met name 37.203,62 EUR btw (21%)) hetzij een totaal van 214.363,74 EUR btw incl. ;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op artikel 8440/724/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.10.2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De bijkomende uitgave ten bedrage van 14.471,74 EUR omtrent de overschrijding van de raming goed te keuren;

Artikel 2 :

De nieuwe raming van de nalevings werken betreffende de voorgeschreven normen voor de controle van de branpreventie van de kinderdagverblijf Reine Fabiola, gelegen te Jean Dubrucq-laan, 90 te 1080 in Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van 177.160,11 EUR exclusief BTW (hetzij 37.203,62 EUR (21%)), hetzij voor een totaal bedrag van 214.363,74 EUR inclusief BTW, goed te keuren;

Artikel 3 :

De extra uitgaven van 14.471,74 EUR op te nemen in artikel 8440/724/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2019 en te dekken door leningen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0016 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Acquisition de biens immobiliers appartenant à la Fabrique
d’Eglise sis à 1080 Bruxelles, rue Ransfort 66, 2ème division, Section B, n°589 E avec

une superficie de 01 a 25 ca et n°589 F avec une superficie de 01 a 55 ca.

E CONSEIL,

Considérant que les biens appartenant à la Fabrique d'Eglise Saint-Jean-Baptiste sis rue Ransfort, 66 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean cadastrés en 2^{ème} division, Section B, n°589 E avec une superficie de 01 a 25 ca (bâtiment à front de rue) et n°589 F avec une superficie de 01 a 55 ca (bâtiment arrière) sont susceptibles d'être acquis par la Commune en vue notamment de l'extension de l'école communale n°10;

Considérant qu'il s'agit d'une propriété immobilière comprenant une parcelle de terrain avec bâtisse à front de la rue Ransfort, 66 et une parcelle attenante arrière avec bâtiment ;

Qu'estimation de ce bien, réalisée par Bruxelles Fiscalité en date du 21.08.2019;

Considérant que, dès lors, l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean peut marquer son accord pour l'acquisition des biens pour un montant de 250.000,00 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires, soit la somme de 250.000,00 EUR, sont inscrits à l'article 9220/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et seront couverts par emprunt;

Qu'les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Qu'une proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 05.09.2019 ;

DÉCIDE :

Article 1 :

Approuver l'acquisition de deux biens immobiliers appartenant à la Fabrique d'Eglise sis à 1080 Bruxelles, rue Ransfort 66, 2^{ème} division, Section B, n°589 E avec une superficie de 01 a 25 ca (à front de rue) et n°589 F avec une superficie de 01 a 55 ca (bâtiment arrière) pour un montant de 250.000,00 EUR ;

Article 2 :

Engager la dépense relative à l'acquisition hors frais de 250.000,00 EUR à l'article 9220/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et de la couvrir par emprunt ;

Article 3 :

De transmettre le dossier de l'acquisition pour finalisation au service des Affaires juridiques.

L'expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke eigendommen - Aankoop van onroerende goederen van de kerkfabriek gelegen te 1080 Brussel, Ransfortstraat 66, 2e afdeling, Sectie B, nr. 589 E met een oppervlakte van 01 tot 25 ca. en nr. 589 F met een oppervlakte van 01 tot 55 ca.

DE RAAD,

Overwegende dat de goederen van de kerkfabriek van Sint-Jan-Baptist gelegen in de Ransfortstraat, 66 tot 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ingeschreven in de 2de afdeling, sectie B, nr. 589 E met een oppervlakte van 01 tot 25 ca (gebouw met een straatgevel) en nr. 589 F met een oppervlakte van 01 tot 55 ca (achterste gebouw), door de Gemeente kunnen worden

angekocht, in het bijzonder met het oog op de uitbreiding van de gemeenteschool nr. 10 ;
verwegende dat het een onroerend goed is met inbegrip van een perceel grond met een
ebouw op de Ransfort-weg, 66 en een aangrenzend perceel achter een gebouw;
angezien de waardering van dit goed gemaakt door de Belastingdienst van Brussel op
1.08.2019;
verwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek bijgevolg kan instemmen
et de aankoop van de onroerende goederen met een straatgevel voor een bedrag van
50.000,00 EUR;
verwegende dat de kredieten die nodig, ten bedrage van 250.000,00 EUR, zijn
geschreven worden op artikel 9220/712/60 van de buitengewone begroting van 2019 en
at de uitgave zal worden gedekt door lening;
ezien artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
p voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 05.09.2019;

ESLIST :

rtikel 1 :

te aankoop van twee onroerende goederen van de kerkfabriek gelegen te 1080 Brussel,
ansfortstraat 66, 2de afdeling, Afdeling B, nr. 589 E met een oppervlakte van 01 tot 25 ca
straatgevel) en nr. 589 F met een oppervlakte van 01 tot 55 ca (achtergebouw) voor een
edrag van 250.000,00 EUR goed te keuren ;

rtikel 2 :

teze uitgave in verband met de aankoop, exclusief de kosten van 250.000,00 EUR op artikel
220/712/60 van de buitengewone begroting van 2019 vast te leggen en deze te dekken via
ning ;

rtikel 3 :

let aankoopdossier voor definitieve afronding naar de dienst Juridische Zaken door te
uren.

nderhavige beslissing zal worden doorgestuurd naar van het administratief toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0017 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Centre Communautaire Maritime - Rue Vandenboogaerde
n°89-93 - Occupation précaire de la cafeteria du rez-de-chaussée et de locaux annexes
par l'ASBL « la Maison des Jeunes Bien ou Bien ».

LE CONSEIL,

Considérant que l'ASBL « la Maison des Jeunes Bien ou Bien » a manifesté son intérêt
pour l'occupation du rez-de-chaussée du Centre Communautaire Maritime comprenant une
cafétéria, une cuisine, un couloir attenant, un bar et une terrasse ;

Considérant que l'occupation se fera dans la cadre des missions statutaires de l'association
en faveur de jeunes, à savoir l'organisation et la réalisation d'initiatives ayant trait à la vie
sociale, économique, culturelle et politique ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre

l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL « la Maison des Jeunes Bien ou Bien » pour une période de 6 mois avec possibilité de reconduction ;
Considérant que cette convention prévoit le paiement d'un loyer mensuel de 50,00 EUR et que le montant des charges pour les consommations d'énergie peut être fixé à un forfait mensuel de 200,00 EUR ;
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 03 octobre 2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire par l'ASBL « la Maison des Jeunes Bien ou Bien » de la cafetaria, y compris la cuisine et le couloir attenant, le bar et la terrasse sis au rez-de-chaussée du Centre Communautaire Maritime sis rue Vandenboogaerde 89-91-93 pour une durée limitée de 6 mois avec possibilité de reconduction ;

Article 2 :

D'approuver le paiement d'un loyer mensuel de 50,00 EUR et le paiement mensuel d'un forfait de 200,00 EUR à titre de charges relatives aux consommations d'énergie avec possibilité de mise à disposition de ces locaux, à titre gratuit, à l'ASBL CCM.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Maritiem Gemeenschapscentrum -
Vandenboogaerdestraat nr 89-93 -93 - Precaire bezetting van de cafetaria op de
gelijkvloers en van de bijgebouwen door de VZW « la Maison des Jeunes Bien ou
Bien ».

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw la Maison des Jeunes Bien ou Bien haar belangstelling heeft getoond om de benedenverdieping van het Maritiem Gemeenschapscentrum te bezetten met een cafetaria, een keuken, een aangrenzende gang, een bar en een terras;

Overwegende dat de bezetting zal plaatsvinden in het kader van de statutaire opdrachten van de vereniging ten behoeve van jongeren, namelijk de organisatie en uitvoering van initiatieven met betrekking tot het sociale, economische, culturele en politieke leven;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het afsluiten van een precaire bezettingsovereenkomst tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw la Maison des Jeunes Bien ou Bien voor de periode van 6 maanden met mogelijkheid verlenging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de betaling van een maandelijks huurprijs van 50,00 EUR en dat het bedrag van de kosten voor energieverbruik kan worden vastgesteld op een vast maandelijks bedrag van 200,00 EUR;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

Gezien artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 03 oktober 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor de preciaire bezetting door de vzw la Maison des Jeunes Bien ou Bien van de cafetaria en de bijbehorende lokalen van het Gemeenschapscentrum Maritiem gelegen Vandenboogaerdestraat 89-91-93 voor een beperkte periode van 6 maanden met mogelijkheid verlenging goed te keuren;

Artikel 2 :

De betaling van het bedrag van een maandelijks huurprijs van 50,00 EUR en de maandelijks betaling van een vast bedrag van 200,00 EUR als uitgaven in verband met het energieverbruik met mogelijkheid van gratis terbeschikkingstelling van deze lokalen aan de vzw GCM goed te keuren.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0018 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Chaussée de Merchtem, 13 (accès par la rue de Geneffe, 20)
- Occupation temporaire du local du rez-de-chaussée par l'ASBL Association des
Jeunes Marocain (AJM). - Prolongation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date 12 septembre 2018 décidant e.a :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire, pour une période allant du 15 septembre 2018 au 14 septembre 2019 par l'ASBL AJM, du local du rez-de-chaussée du bâtiment communal sis Chaussée de Merchtem 13 ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel fixé à la somme de 66,46 EUR ;

Article 3 :

D'approuver le montant des charges pour les consommations d'énergie à la somme de 12,83 EUR ;

Considérant que l'ASBL AJM a manifesté son intérêt de renouveler l'occupation du local du rez-de-chaussée du bâtiment communal sis à la Chaussée de Merchtem, 13 (accès par la rue de Geneffe, 20) ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une nouvelle convention temporaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL AJM pour une période de deux ans avec reconduction possible ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 67,40 EUR et que le montant des charges forfaitaires pour les consommations d'énergie peut être

fixé à la somme de 12,83 EUR;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 03 octobre 2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire, pour une période de deux ans avec reconduction possible, par l'ASBL AJM, du local du rez-de-chaussée du bâtiment communal sis Chaussée de Merchtem 13 ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel fixé à la somme de 67,40 EUR ;

Article 3 :

D'approuver le montant des charges forfaitaires pour les consommations d'énergie à la somme de 12,83 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke Eigendommen - Steenweg op Merchtem 13 (toegang vanaf

Geneffestraat, 20) - Tijdelijke bezetting van het gelijkvloers door de vzw Association des Jeunes Marocain (AJM). - Verlenging.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 12 september 2018 die o.a. beslist:

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk gebruik door de vzw AJM van het lokaal op de benedenverdieping van het gemeentelijk gebouw op de Steenweg op Merchtem, 13 (toegang tot de de Geneffestraat, 20) goed te keuren;

Artikel 2

Het bedrag van het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen op 66,46 EUR;

Artikel 3

Het bedrag van de lasten voor het energieverbruik vast te leggen op 12,83 EUR.

Overwegende dat de ASBL AJM haar belangstelling heeft getoond voor een nieuwe bezetting van de lokal op de benedenverdieping van het gemeentelijk gebouw gelegen aan de Steenweg op Merchtem (toegang via de Geneffestraat, 20);

Overwegende dat er daarom een nieuw tijdelijke bezettingsovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Association des Jeunes Marocain (AJM) voor een periode van twee jaar met een eventuele verlenging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de betaling van een huurprijs van 67,40 EUR en dat het bedrag van de kosten voor energieverbruik kan worden vastgesteld op 12,83 EUR;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 03 oktober 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk bezetting door de vzw AJM van het lokaal op de benedenverdieping van het gemeentelijk gebouw op de Steenweg op Merchtem, 13 (toegang tot de de Geneffestraat, 20) voor een periode van twee jaar met een eventuele verlenging goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bedrag van de maandelijkse huurprijs vast te stellen op 67,40 EUR;

Artikel 3 :

Het bedrag van de lasten voor energieverbruik ten bedrage van 12,83 EUR goed te keuren.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0019

Département Finances

Finances - Budget communal 2019 - Modifications budgétaires n°1.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du RGCC;

Considérant que certaines allocations de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire 2019 doivent être modifiées;

Vu les tableaux des modifications budgétaires;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les modifications budgétaires 2019 n°s 1.

Expédition de la présente délibération, ainsi que des annexes, sera faite à l'Autorité de tutelle, pour approbation.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 24 votes positifs, 4 votes négatifs, 10 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentebegroting 2019 - Begrotingswijzigingen nr 1.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het ARGB;

Overwegende dat sommige kredieten van de gewone en buitengewone begroting 2019 moeten gewijzigd worden;
Gezien de tabellen van de begrotingswijzigingen;

BESLUIT :

Enig artikel :
De begrotingswijzigingen 2019 nr 1 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging, alsook de bijlagen, zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 24 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 10 onthoudingen.

Houria Ouberrri entre en séance / treedt in zitting.
Khalil Boufraquech entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2019/A/0020 **Département Finances**
Finances - Fabrique d'église Saint-Jean Baptiste - Compte 2018.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2018 ;
Considérant que le compte se présente comme suit :

RECETTES	13.375,85 EUR
DEPENSES	38.761,71 EUR
MALI	25.385,86 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises; modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'émettre un avis favorable sur le compte 2018 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Departement Financiën**Financiën - Kerkfabriek Sint-Jan De Doper - Rekening 2018.**

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper ons de rekening 2018 heeft laten worden ;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	13.375,85 EUR
UITGAVEN	38.761,71 EUR
MALI	25.385,86 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies te geven over de rekening 2018 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0021

Département Finances**Finances - Fabrique d'église Sainte-barbe - Compte 2018.**

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir le compte de l'exercice 2018 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	75.980,93 EUR
DEPENSES	18.512,06 EUR
BONI	57.468,87 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le compte 2018 de la fabrique d'église Sainte-Barbe.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Barbara - Rekening 2018.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons de rekening van het dienstjaar 2018 geworden ;

Overwegende dat de rekening, zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	75.980,93 EUR
UITGAVEN	18.512,06 EUR
BONI	57.468,87 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies te geven over de rekening 2018 van de kerkfabriek Sint-Barbara,

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Economat - Leasing de véhicules pour l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean 2020-2025 - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 7 décembre 2017 qui modifie l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'air, du Climat et le Maîtrise de l'Energie (dit « CoBRACE ») permettant la mise en place effective d'une ou plusieurs zone de basse émission (Low Emission Zone ou 'LEZ') sur le territoire de la Région bruxelloise.

Vu l'arrêté du 25 janvier 2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la création d'une zone de basse émission.

Considérant que cette législation vise les voitures individuelles, les camionnettes $\leq 3,5$ tonnes (catégorie de véhicule N1 sur la carte grise) et les bus et autocars ;

Considérant que cette 'LEZ' impose selon les catégories Euro des véhicules, des dates auxquelles les véhicules concernés ne pourront plus circuler sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que pour le 01 janvier 2020, 7 véhicules de différents services communaux devront être désaffectés et remplacés par voie de leasing ;

Considérant les documents du marché établis par l'Economat, à savoir le cahier des charges N° 2019/910 relatif au marché "Leasing de véhicules pour l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean 2020-2025" ainsi que le DUME ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Véhicule pour le service des Electriciens), estimé à 34.200,00 EUR hors TVA ou 41.382,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Véhicule pour le service Garage), estimé à 34.200,00 EUR hors TVA ou 41.382,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Véhicule pour le service de la Métallurgie), estimé à 34.200,00 EUR hors TVA ou 41.382,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 4 (Véhicule pour le service Pavage), estimé à 36.000,00 EUR hors TVA ou 43.560,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 5 (Véhicule pour le service des Propriétés communales), estimé à 34.200,00 EUR hors TVA ou 41.382,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 6 (Véhicule pour le service Vitriers), estimé à 34.200,00 EUR hors TVA ou 41.382,00 EUR, 21% TVA comprise ;

* Lot 7 (Véhicule pour le service Gardiens de la Paix), estimé à 39.000,00 EUR hors TVA ou 47.190,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 246.000,00 EUR hors TVA ou 297.660,00 EUR, 21% TVA comprise (pour cinq ans), soit 49.200,00 EUR hors TVA ou 59.532 EUR, 21 % TVAC (pour un an);

Considérant que les contrats de leasing pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 sont conclus pour

une durée de 60 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2020, article 1360/127/12 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 3 octobre 2019 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver les documents du marché "Leasing de véhicules pour l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean 2020-2025" établis par l'Economat, à savoir le cahier des charges N° 2019/910 et le DUME, ainsi que le montant estimé du marché. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 246.000,00 EUR hors TVA ou 297.660,00 EUR, 21% TVA comprise (pour cinq ans), soit 49.200,00 EUR hors TVA ou 59.532 EUR, 21 % TVAC (pour un an) ;

Article 2 :

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 :

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4 :

D'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 5 :

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6 :

D'engager la dépense au budget ordinaire de l'exercice 2020, article 1360/127/12 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Leasing van voertuigen voor het gemeentelijk bestuur van Sint-Jans-Molenbeek 2020-2025 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de Ordonnantie van 7 december 2017 tot wijziging van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing die het mogelijk maakt een of meerdere lage-emissiezones (Low Emission Zone of 'LEZ') op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in te stellen;

Gelet op het besluit van 25 januari 2018 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het instellen van een lage-emissiezone

Overwegende dat deze wetgeving individuele voertuigen, bestelwagens $\leq 3,5$ ton (categorie N1-voertuigen op de grijze kaart) bussen en autocars betreft;

Overwegende dat deze 'LEZ' naargelang de EURO-categorie van voertuigen, data oplegt waarop de betrokken voertuigen niet meer op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mogen rijden;

Gezien er voor 1 januari 2020, 7 voertuigen van verschillende gemeentelijke diensten uit dienst moeten worden genomen en vervangen via leasing;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Leasing van voertuigen voor het gemeentelijk bestuur van Sint-Jans-Molenbeek 2020-2025" een bestek met nr. 2019/910 alsook het UEA werd opgesteld door Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Voertuig voor de dienst Elektriciens), raming: 34.200,00 EUR excl. btw of 41.382,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 2 (Voertuig voor de dienst Garage), raming: 34.200,00 EUR excl. btw of 41.382,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 3 (Voertuig voor de dienst Lassers), raming: 34.200,00 EUR excl. btw of 41.382,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 4 (Voertuig voor de dienst Bestrating), raming: 36.000,00 EUR excl. btw of 43.560,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 5 (Voertuig voor de dienst Gemeentelijke eigendommen), raming: 34.200,00 EUR excl. btw of 41.382,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 6 (Voertuig voor de dienst Beglazers), raming: 34.200,00 EUR excl. btw of 41.382,00 EUR incl. 21% btw;

* Perceel 7 (Voertuig voor de dienst Gemeenschapswacht), raming: 39.000,00 EUR excl. btw of 47.190,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 246.000,00 EUR excl. btw of 297.660,00 EUR incl. 21% btw (voor vijf jaar), hetzij 49.200,00 EUR excl. btw of 59.532 EUR, incl. 21 % btw (voor een jaar);

Overwegende dat de leasingcontracten voor percelen 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7 worden afgesloten voor een duur van 60 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2020, op artikel 1360/127/12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 oktober 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

Goedkeuring wordt verleend aan het door het Economaat opgestelde bestek met nr. 2019/910 voor de opdracht "Leasing van voertuigen voor het gemeentelijk bestuur van Sint-Jans-Molenbeek 2020-2025" en het UEA en de raming. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 246.000,00 EUR excl.

btw of 297.660,00 EUR incl. 21% btw (voor vijf jaar), hetzij 49.200,00 EUR excl. btw of 59.532 EUR, incl. 21 % btw (voor een jaar);

Artikel 2 :

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3 :

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4 :

Het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6 :

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2020, op artikel 1360/127/12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0023

Département Finances

Economat - Achat d'un photocopieur pour le service des Etrangers via le catalogue des produits du C.I.R.B. - Approbation des conditions, du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47 § 2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la demande du service des Etrangers tendant à remplacer un photocopieur;

Considérant que le matériel peut être acquis via le catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics ;

Considérant que le C.I.R.B. a désigné la firme Konica Minolta Business Solutions comme fournisseur ;

Considérant dès lors que notre commune peut passer commande auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions

Considérant qu'il y a lieu de souscrire à un contrat d'entretien pour le photocopieur pour une durée de 60 mois ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 15.040,11 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits à l'article 1390/742/53 du

budget extraordinaire de 2019 et seront financés par emprunt, et à l'article 1040/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2019 et seront inscrits au budget ordinaire des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 12 septembre 2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

De marquer son accord pour l'acquisition d'un photocopieur avec contrat d'entretien pour une période de 60 mois auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions (TVA 0863.205.176) sur base du catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en central de marché.

Article 2 :

La dépense est estimée à 5.263,31 EUR, 21% TVA comprise pour l'acquisition d'un photocopieur et à 9.776,80 EUR, 21% TVA comprise pour le contrat d'entretien pour la durée totale du marché.

Article 3 :

La dépense sera couverte par les crédits inscrits à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et financé par un emprunt, et par les crédits inscrits à l'article 1040/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2019 et par des crédits à inscrire aux budgets ordinaires des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Aankoop van één kopieerapparaat voor de dienst Vreemdelingen via de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale van overheidsopdrachten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 47 §2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de aanvraag van de dienst Vreemdelingen om één kopieerapparaat te vervangen;

Overwegende dat het materiaal kan aangekocht worden via de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als centrale voor overheidsopdrachten;

Overwegende dat het C.I.B.G. de firma Konica Minolta Business Solutions als leverancier heeft aangewezen;

Overwegende dat het gemeentebestuur de bestelling van het kopieerapparaat dus kan plaatsen bij de firma Konica Minolta Business Solutions;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het onderschrijven van een onderhoudscontract voor de kopieerapparaten voor een duur van 60 maanden;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 15.040,11 EUR, incl. 21% btw;

Overwegende dat de nodige krediet voor deze uitgave ingeschreven zijn op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en gefinancierd zal worden via een lening, en op artikel 1040/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 en zullen ingeschreven worden op de gewone begroting van de komende dienstjaren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

Zijn akkoord te verlenen voor de aankoop van één kopieerapparaat met onderhoudscontract voor een periode van 60 maanden bij de firma Konica Minolta Business Solutions (BTW 0863.205.176) op basis van de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale.

Artikel 2 :

Dat de uitgave is geraamd op 5.263,31 EUR, 21% BTW inclusief voor de aankoop van één kopieerapparaat en 9.776,80 EUR, 21% BTW inclusief voor het onderhoudscontract voor de gehele duur van de opdracht.

Artikel 3 :

Dat de uitgave wordt gedekt via de kredieten ingeschreven op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en gefinancierd via een lening, en via de kredieten ingeschreven op artikel 1040/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 en via de kredieten in te schrijven op de gewone begroting van de komende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0024 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sport - ASBL Molenbeek Sport - Compte de l'exercice 2017.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 27 juin 1921 relative au contrôle des asbl communales;

Vu la circulaire ministérielle du 6 octobre 1980 relative aux budgets des communes et de l'agglomération bruxelloise mettant l'accent sur la nécessité d'exercer un contrôle accru sur les dépenses des asbl;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu le bilan pour l'exercice 2017 approuvé en assemblée générale de l'association le 02 août 2018, transmis par l'asbl Molenbeek sport,

Considérant que la subvention allouée en 2017 par l'administration communale a été utilisée conformément à sa destination;

Considérant que la gestion de l'asbl Molenbeek Sport se clôture par un boni de 9.329,04

EUR;

Prend acte des comptes de résultats et du bilan 2017 de l'asbl Molenbeek sport.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil prend acte.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - V.Z.W Molenbeek Sport - Rekening van het dienstjaar 2017.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de controle op de gemeentelijke V.Z.W 's;
Gelet op de omzendbrief van 6 oktober 1980 betreffende het opmaken van de Brusselse agglomeratie- en gemeentebegrotingen die de klemtoon legt op de noodzaak van de uitoefening van een verhoogde controle op de uitgaven van de vzw's ;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de balans van het dienstjaar 2017 goedgekeurd in algemene vergadering van de vereniging op 02 augustus 2018, overgemaakt door de V.Z.W Molenbeek Sport;
Overwegende dat de subsidie toegekend in 2017 door het gemeentebestuur gebruikt werd in overeenstemming met de bestemming ervan;
Overwegende dat het beheer van de V.Z.W Molenbeek Sport afgesloten wordt met een overschot van 9.329,04 EUR;

Neemt akte van de rekeningen van resultaten en van de balans 2017 van de V.Z.W Molenbeek Sport;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad neemt akte.

Khalil Boufraquech quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0025 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - A.S.B.L Molenbeek Sport - Compte de l'exercice 2018.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 27 juin 1921 relative au contrôle des A.S.B.L communales;
Vu la circulaire ministérielle du 6 octobre 1980 relative aux budgets des communes et de l'agglomération bruxelloise mettant l'accent sur la nécessité d'exercer un contrôle accru sur les dépenses des A.S.B.L;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;
Vu le bilan pour l'exercice 2018 approuvé en assemblée générale de l'association le 08

août 2019, transmis par l'A.S.B.L Molenbeek sport,
Considérant que la subvention allouée en 2018 par l'administration communale a été utilisée conformément à sa destination;
Considérant que la gestion de l'asbl Molenbeek Sport se clôture par un boni de 177,96 EUR;

Prend acte des comptes de résultats et du bilan 2018 de l'A.S.B.L Molenbeek sport.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil prend acte.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - V.Z.W Molenbeek Sport - Rekening van het dienstjaar 2018.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de controle op de gemeentelijke V.Z.W 's;
Gelet op de omzendbrief van 6 oktober 1980 betreffende het opmaken van de Brusselse agglomeratie- en gemeentebegrotingen die de klemtoon legt op de noodzaak van de uitoefening van een verhoogde controle op de uitgaven van de vzw's;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de balans van het dienstjaar 2018 goedgekeurd in algemene vergadering van de vereniging op 08 augustus 2019, overgemaakt door de V.Z.W Molenbeek Sport;
Overwegende dat de subsidie toegekend in 2018 door het gemeentebestuur gebruikt werd in overeenstemming met de bestemming ervan;
Overwegende dat het beheer van de V.Z.W Molenbeek Sport afgesloten wordt met een overschot van 177,96 EUR;

Neemt akte van de rekeningen van resultaten en van de balans 2018 van de V.Z.W Molenbeek Sport.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad neemt akte.

16.10.2019/A/0026 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sport - Chèques sport et culture visant à favoriser l'accès au sport et à la culture pour les jeunes molenbeekoïes âgés de 3 à 18 ans inclus - Approbation du règlement.

LE CONSEIL,

Considérant la volonté du collège des Bourgmestre et Echevins de lancer une opération chèques sport et culture ;
Considérant l'importance de la pratique d'une activité sportive et culturelle dans le

développement de l'individu tant au point de vue physique que mental et social ;
Considérant que les attitudes protectrices de santé telle que la pratique d'un sport s'acquièrent dès le plus jeune âge ;
Considérant que l'exclusion sociale du sport et de la culture constitue très souvent la première exclusion à laquelle un jeune défavorisé peut être confronté ;
Vu les coûts importants engendrés par l'inscription à un stage sportif, à l'affiliation à un club sportif ou à un évènement culturel ;
Vu le règlement d'octroi de chèques sport et culture rédigé dans le cadre du lancement de ladite opération chèque sport et culture ;
Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 7613/124/48 du budget ordinaire de l'exercice 2019 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver et de faire sien le règlement relatif l'octroi de chèques sport et culture visant à favoriser l'accès au sport et à la culture pour les jeunes molenbeekois âgés de 3 à 18 ans inclus.

Le règlement amendé est adopté à l'unanimité.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Sport- en Cultuurcheques ter bevordering van de toegankelijkheid tot sport en cultuur voor de Molenbeekse jongeren tussen 3 en 18 jaar - Goedkeuring van het reglement.

DE RAAD,

Overwegende de bereidheid van het College van Burgemeester en Schepenen voor het lanceren van een operatie sport- en cultuurcheques;

Overwegende het belang van de uitoefening van een sport- en culturele activiteit bij de ontwikkeling van de individu zowel op fysiek als op mentaal en sociaal vlak;

Overwegende dat de bescherming van de gezondheid, bijvoorbeeld via de uitoefening van een sport, reeds op zeer jonge leeftijd moet gebeuren;

Overwegende dat de sociale uitsluiting van sport en cultuur zeer vaak de eerste uitsluiting vormt waarmee een jonge benadeelde persoon kan geconfronteerd worden;

Gelet op de hoge kosten van de inschrijving voor een sportstage, lidgeld voor een sportclub of voor een cultureel evenement;

Gelet op het reglement van toekenning van sport- en cultuurcheques opgesteld in het kader van de lancering van deze operatie sport- en cultuurcheques;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 7613/124/48 van de gewone begroting van het lopende 2019;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement goed te keuren betreffende de toekenning van sport- en cultuurcheques dat beoogt de toegang tot sport en cultuur te bevorderen voor de Molenbeekse jongeren van 3 tot 18 jaar.

Het geamendeerde reglement wordt eenparig aangenomen.
De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Laurent Mutambayi quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0027 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sport - Règlement communal relatif à l'octroi de subsides - Octroi de subside aux clubs de sports molenbeekoïes - Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins relatives à l'octroi de subsides ponctuels d'un montant d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 EUR, en vertu du chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subside directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les limites des crédits budgétaires ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 09 mai 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. « Sport Action et Motivation » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;
- 16 mai 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. « Académie Karaté Bruxelles » – 1.000,00 EUR – 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;
- 16 mai 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. Elites Academy Martial Arts – 1.000,00 EUR – 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;
- 06 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. Spina-Bifida's Action Belgo Africa – 700,00 EUR – 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;
- 06 juin 2019 – Sport - Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. Anderlecht SCB – 400,00 EUR – 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;
- 13 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. Academie Methode-

Makams – 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 13 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. La « J » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 13 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. « Educ'excellence » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 13 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. « Les jeunes de l'espoir » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 20 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside au club d'athlétisme « ATLEMO » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 20 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. « Savio Molenbeek » – 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 20 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à la Street West académie (association de fait) – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

- 20 juin 2019 – sport – Octroi d'un subside à l'A.S.B.L. «Avenir Sportif Académie Molenbeek» – 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Gemeentelijk reglement inzake de toekenning van subsidies - Toekenning van subsidies aan sportverenigingen in Molenbeek - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Overwegende dat de beslissingen van het college van burgemeesters en schepenen betreffende de toekenning van eenmalige subsidies voor een bedrag gelijk aan of minder

dan 1.500 EUR, overeenkomstig hoofdstuk 2 van de gemeentelijke verordening tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek aan een begunstigde worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 09 mei 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « Sport Action et Motivation » - 500,00 EUR –7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 16 mei 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « Académie Karaté Bruxelles » - 1.000,00 EUR –7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 16 mei 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. Elites Academy Martials Arts – 1.000,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 06 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. Spina-Bifida's Action Belgo Africa - 700,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 06 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. Anderlecht SCB - 400,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 13 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. Academie Methode-Makambs - 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 13 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. La « J » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 13 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « Educ'excellence » - 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

-

13 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « Les jeunes de l'espoir » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 20 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « ATLEMO » – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 20 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. « Savio Molenbeek » – 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 20 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de Street West académie (feitelijke vereniging) – 500,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

- 20 juni 2019 – Sport - Toekenning van een subsidie aan de V.Z.W. «Avenir Sportif Académie Molenbeek» – 300,00 EUR – 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

16.10.2019/A/0028

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par Madame Agic, Conseillère communale PS-sp.a, relative à l'engagement de Molenbeek contre les violences faites aux femmes et pour la reconnaissance du féminicide.

LE CONSEIL,

Considérant que la Belgique est signataire de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dite Convention d'Istanbul,

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean doit participer à l'application de la convention d'Istanbul,

Considérant que la Convention d'Istanbul définit la violence à l'égard des femmes comme une violation des droits de l'Homme et une discrimination de genre,

Considérant que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue aujourd'hui selon l'ONU « l'une des violations des droits de l'Homme les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde »,

Considérant qu'en 2018, plus de 9.000 appels ont été traités par la plateforme « Écoute violences conjugales »,

Considérant que de nombreux cas de violences ne se retrouvent pas dans les statistiques par manque de plainte,

Considérant que selon un recensement associatif, il y aurait eu 19 féminicides en Belgique pour l'année en cours,
Considérant qu'il n'y a toujours pas de recensement officiel des féminicides en Belgique,
Considérant que les femmes demeurent encore une catégorie juridiquement vulnérable,
Considérant que le féminicide n'est toujours pas reconnu dans le code pénal belge malgré des demandes répétées des associations de lutte contre les violences faites aux femmes,
Considérant que le féminicide est reconnu dans 18 pays d'Amérique latine,
Considérant que le féminicide est défini comme le : « meurtre d'une ou plusieurs femmes ou filles en raison de leur condition féminine »
Considérant que l'actuelle majorité a décidé d'intégrer la dimension du genre dans toutes les politiques communales,
Considérant que pour la première fois de son histoire, Molenbeek-Saint-Jean a un échevinat des droits des femmes,
Considérant que le 25 novembre est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.
Considérant que Molenbeek participe depuis 2018 à la campagne de sensibilisation à la violence faite aux femmes : Ruban Blanc
Considérant qu'il y a lieu de donner un signal fort lors de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes,

DECIDE :

Article 1 :

De demander au collège :

- de devenir précurseur dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes,
- de présenter au conseil communal un plan d'application de la convention d'Istanbul au niveau communal,
- de mettre en place des formations pour les gardiens de la paix, ainsi que pour les éducateurs de MOVE, afin de les sensibiliser et de les former sur le sujet et celui du harcèlement de rue. A terme, sensibiliser l'ensemble de nos agents communaux au harcèlement.
- de mettre symboliquement en berne le drapeau communal les 25 novembre en souvenir des femmes victimes de féminicides en Belgique et dans le monde.
- de dédier l'espace d'un mur, dans un lieu emblématique de Molenbeek, aux visages de femmes décédées suite aux violences conjugales, afin de les sortir de l'anonymat,
- de travailler à un jumelage avec des villes qui ont réduit significativement les violences faites aux femmes.
- demande aux écoles de travailler, dans le cadre de la prévention à la vie affective et sexuelle, à sensibiliser à la question des violences faites aux femmes.
- de promouvoir des expositions itinérantes dans les lieux culturels, écoles, administrations, lieux de grands passages, à l'instar de celle qui s'est tenue au CCM sur les tenues que portaient les femmes victimes de viol,

Article 2 :

- Demande à la Bourgmestre, membre du collège de Police, ainsi qu'aux

conseiller.e.s communaux qui sont également conseiller.e.s de Police de travailler sur l'application de la convention d'Istanbul dans notre zone de Police,

Article 3 :

- Demande à l'ensemble des niveaux de pouvoir compétents d'avancer sur l'application de la convention d'Istanbul.
- Invite le Parlement fédéral à adopter rapidement à un arsenal juridique ambitieux de lutte contre les violences faites aux femmes et à reconnaître le féminicide dans le code pénal.
- Demande au gouvernement fédéral de pérenniser et d'élargir les moyens des centres multidisciplinaires pour les femmes victimes de violences afin de répondre aux besoins.

Le conseil communal demande au Collège de la Bourgmestre et des échevins de transmettre cette motion au Parlement Fédéral, Parlement Régional Bruxellois, au Parlement Flamand, au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, au Ministre Président Bruxellois, à la Secrétaire d'Etat bruxelloise à l'Égalité des chances, au Ministre Président de la Fédération Wallonie Bruxelles, à la Ministre des Droits des Femmes, au collège et conseil de Police de la Zone Bruxelles-Ouest.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mevrouw Agic, Gemeenteraadslid PS-sp.a, over de inzet van Molenbeek om geweld tegen vrouwen te bestrijden en vrouwenmoorden te erkennen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0029

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à l'urgence climatique.

LE CONSEIL,

1. Vu les différents engagements internationaux de la Belgique
2. Vu la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois qui appelle les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et d'être encore plus ambitieux que la réduction de 40% par rapport à 2005 en 2030 prévue par les accords de Paris;
3. Vu les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Énergie Climat adopté le 19

décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'Etat fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Énergie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois.

4. Considérant l'actualité des derniers mois, montrant que la dégradation de la biosphère devient de plus en plus visible, que les conséquences environnementales des activités humaines (pollution, risques sanitaire, déforestation, surconsommation entre autres) sont bien présentes et sont néfastes tant pour la planète comme pour nous tous.

5. Considérant que nous sommes au beau milieu d'une sixième extinction de masse (200 espèces sont perdues tous les jours : des plantes, aux insectes jusqu'aux êtres vertébrés); que des écosystèmes uniques, dont certains vivent depuis des centaines de milliers d'années, s'effondrent sous la pression ; que des phénomènes météorologiques extrêmes provoquent la disparition massif d'animaux sauvages, provoquent des conflits, dévastent notre environnement bâti et naturel et menacent nos réserves d'eau et de nourriture.

6. Considérant les différents rapports présentés par des milieux scientifiques et académiques concernant les risques irréversibles qu'encourt notre planète à défaut d'actions rapides, dont notamment :

- Les deux récents rapports du du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) « sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C » et « Changement climatique et terres émergées». En sachant que ces rapports stipulent, que ce n'est qu'en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, que l'on pourra limiter le réchauffement mondial au maximum.
- Le rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), publié le 06 mai 2019, démontrant que « nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier ».

7. Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de réduction de la pollution de l'air.

8. Considérant l'analyse de la Banque mondiale qui estime que dans les 30 prochaines années, le nombre de réfugiés climatiques va atteindre plus de 140 millions ;

9. Considérant les diverses manifestations pour le climat des derniers mois (« Claim for the climate », « Youth for Climate », and « Rise for the climate») qui ont mobilisé des foules impressionnantes au niveau national et international.

10. Considérant la tenue d'un sommet de l'ONU crucial sur le Climat à New-York en septembre 2019 ;

11. Considérant qu'une des revendications de ces mouvements est la déclaration de l'urgence climatique, soit le fait de reconnaître que la protection du climat et de l'environnement est un enjeu majeur du 21ème siècle, qui doit devenir une priorité de l'agenda politique avec des mesures concrètes rapides et ambitieuses pour le climat ; à commencer au niveau local.

12. Considérant l'important impact du dérèglement climatique sur le territoire de la Commune comme, entre autres, la multiplication des vagues de chaleurs, des pics de pollution et l'augmentation prévisible de l'intensité des pluies et donc des inondations ; Considérant que notre conseil s'est déjà saisi de cette question de lutte contre le réchauffement climatique, notamment par l'acceptation de quatre motions thématiques : motion union pour le climat en 2007, motion qualité de l'air en 2018, motion climat en 2019, motion zéro plastique en 2019. Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-

Jean a ratifié la Convention des Maires pour le Climat et l'énergie en 2011, et ensuite avec le plan communal pour l'énergie renouvelable en 2013

13. Considérant que la commune de Molenbeek est active en matière, notamment par sa politique volontariste figurant dans la note d'orientation politique générale présentée au conseil communal en mars 2019, dans laquelle la lutte pour un meilleur environnement dans toutes ses dimensions: alimentation, espace verts, qualité de l'air, déchets, bruit, est bien présente. Les actions liées à ces dimensions concernent tous les espaces de vie : logements, quartiers, lieux de travail ou de loisirs. Mais face à l'ampleur des enjeux, elle peut faire bien plus et les pistes d'action sont nombreuses.

Le Conseil communal de Molenbeek demande :

Au Conseil des ministres européens :

- Forger un accord politique entre les États membres afin d'introduire, entre autres mesures possibles, une taxation du kérosène des avions pour les vols internationaux en contraignant toutes les compagnies, quelle que soit leur nationalité, ayant des vols au départ ou à destination de l'Europe, afin de financer la lutte contre le réchauffement climatique ;

A la Commission européenne de :

- Exercer pleinement ses responsabilités de « Gardienne des Traités » en veillant au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique ; notamment s'agissant de la part de 20 % de la consommation énergétique qui doit provenir de sources d'énergies renouvelables ;
- Renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne (cohésion, agriculture, transports, recherche) afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;
- De prendre des mesures correctives en cas de non-implémentation ou d'implémentation insatisfaisante dans le champ des pays membres (et d'évaluer la nécessité de revoir à la hausse les ambitions) de la Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Au gouvernement fédéral de :

- Soutenir la proposition de loi spéciale visant à fixer les objectifs généraux de la politique climatique de la Belgique, si nécessaire en l'amendant pour tenir compte de l'avis du Conseil d'état et en conséquence de l'adopter ;
- Rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;

Au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de :

- Encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le

réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires, afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21e siècle ;

Au gouvernement de la Région bruxelloise de :

- S'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants, et à réaliser les engagements collectifs pour le climat
- Poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basses émissions en Région bruxelloise pour réduire les émissions des véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles ;
- Promouvoir et étoffer l'offre des transports en commun afin d'améliorer le confort, la fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel shift modal ;
- Poursuivre la mise en œuvre d'une politique vélo intégrée ;
- Assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique, ainsi que d'assurer un maximum d'approvisionnement en énergies vertes ;
- Etablir une politique régionale de désinvestissement fossile (c'est-à-dire enlever des fonds de pensions des fonctionnaires bruxellois et des fonds de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la RBC la part de combustibles fossiles que contient le portefeuille ; ainsi que retirer de l'industrie du charbon, dans un délai de 3 ans, tous les investissements des organismes régionaux qui dépendent directement des autorités bruxelloises) ;

Au collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek de :

- Déclarer l'état d'urgence climatique et environnementale en reconnaissant l'accentuation des effets du changement climatique et de l'effondrement des écosystèmes naturels, et leurs graves conséquences. De cette manière soutenir tous les citoyens molenbeekois, ou d'ailleurs, qui participent aux marches pour le climat. Et au-delà du point de vue symbolique, encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse, afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu majeur du 21e siècle ;
- De se doter rapidement d'un Plan climat communal ambitieux et chiffré. Ce plan devra à la fois couvrir des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (avec un objectif de réduction de 40% de réduction des émissions directes (et indirectes) en 2030 par rapport à 2005) ET des mesures holistiques d'adaptation aux effets des changements climatiques. Il permettra de poursuivre les initiatives prises par le Collège pour lutter contre le réchauffement climatique, notamment via des permettant :
 - o de tender au maximum vers la neutralité carbone à l'horizon 2030
 - o de réduire de la consommation énergétique des bâtiments communaux,
 - o de changer la mobilité (pour inciter les individus et les entreprises à favoriser le covoiturage, l'utilisation des transports publics, le télétravail, et

continuer à développer ses infrastructures pour la mobilité douce),

- o de modifier les pratiques en matière de finances et d'économie (en effectuant des placements à faible impact carbone ou investissant en faveur de la transition écologique, en incluant des critères d'impact climatique dans les appels d'offre de la commune, en établissant une charte climatique pour les entreprises de Molenbeek, ...)
- o d'accentuer les efforts en matière d'environnement (en aménageant des points d'eau potable dans la commune, en considérant les arbres et les espaces verts comme des infrastructures essentielles dans tous les projets d'aménagement) ;
- o d'augmenter considérablement la place de la nature en ville, afin de préserver la biodiversité, mais aussi de lutter contre la pollution et les îlots de chaleur et de diminuer les températures lors des épisodes de canicule ;
- o d'intégrer systématiquement des clauses environnementales et sociales dans les marchés publics et la sélection des prestataires ;
- o de généraliser, dans la flotte communale, les véhicules électriques, hybrides et, pour les utilitaires, au gaz naturel ;

- De prendre compte de l'impact sur le climat ainsi que de la durabilité environnementale, sociale et économique de toutes ses activités et, chaque fois que possible, donner la priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences ;
- De travailler de manière transversale au sein de toute l'administration communale de Molenbeek; en réfléchissant à des projets politiques globaux et transversaux, qui permettent une transition durable, solidaire, démocratique et enthousiasmante vers une société respectueuse de la terre et de ses habitants ;
- De sensibiliser le public et informer les Molenbeekois.es sur les enjeux climatiques et environnementaux et impliquer un maximum des citoyens à agir de manière proactive dans la transition vers des modes de vie durables ;
- De former les membres d'une éco-team afin de participer à la réflexion et à la mise en place d'actions au sein de l'administration communale pour sensibiliser et encourager le personnel communal à adopter des comportements plus éco-responsables.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Madame la Bourgmestre déclare que la Commune est en urgence climatique.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de klimaatnoodtoestand.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Mevrouw de Burgemeester verklaart dat de gemeente in een klimaat noodsituatie verkeert.

Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.

Carine Liekendael quitte la séance / verlaat de zitting.

Joke Vandenbempt quitte la séance / verlaat de zitting.

Rajae Maouane quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB*PVDA, relative à l'absence de professeur de néerlandais à l'école 1.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Mardi 17/9, des parents de l'école 1 sont venus se plaindre chez la bourgmestre Moureaux parce que leurs enfants n'ont plus eu de prof de néerlandais depuis des mois. En 3ème, il n'y a même plus de cours de néerlandais alors que la loi l'oblige à Bruxelles.

- *Est-ce que les cours de néerlandais sont donnés dès le 3ème comme prévoit la loi dans toutes les écoles communales?*
- *Depuis janvier 2019, quelles classes de quelles écoles communales n'ont pas eu le droit à un professeur de néerlandais, et pendant combien de mois? Quelle est la situation fin septembre 2019?*

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de afwezigheid van leraar van Nederlands in school 1.

De Raad neemt kennis.

Ann Gilles-Goris quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Daif, Conseiller communal PS-sp.a, relative aux nuisances des salles de fêtes.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Daif, dont le texte suit :

Madame La Présidente, Mesdames, Messieurs les Echevins, chers collègues

Les salles de fêtes sont des lieux de joie pour les fêtards et une source de revenu importante pour les propriétaires.

Cependant ce sont des lieux de nuisances pour les voisins et une source de dévaluation immobilière.

Par leurs bruits (klaxons, bruits de moteur, bruits des personnes, etc ...) une source de problème de santé pour les habitants avoisinants en perturbant leur sommeil et leur tranquillité.

De plus, les places de parkings, déjà très rares, sont prises au détriment de la population locale, qui de ce fait, doit trouver une place très éloignée de leur domicile.

Il y a des salles qui ne sont pas autorisées à être louées en raison d'un défaut de permis, que ce soit d'urbanisme et/ou d'environnement.

D'autres, sont des lieux d'activités sportives et se transforment en salle de fête le soir.

Certes notre commune a besoin de lieux de fêtes.

Pour pallier à ce besoin, la commune peut mettre à disposition les locaux, des écoles comme les réfectoires, les salles de gymnastiques, les cours, ...

Cette mise à disposition pourrait se faire moyennant paiement, la journée des jours fériés et week-end et sans nuire au voisinage.

Madame la Présidente,

Je souhaiterais savoir:

- *Combien de salles de fêtes existent sur le territoire communal ?*
- *Combien de salles de fêtes communales ?*
- *Combien de salles de fêtes privées ?*
 - *Celles qui sont autorisées à exercer en ayant leur permis d'urbanisme et d'environnement ?*
 - *Celles qui exercent illégalement ?*
- *Pour les salles qui ne sont pas en ordre, quelle est la position du collègue ?*
- *Pour pallier à ce manque de salle, le collègue ne pourrait-il pas mettre à disposition les espaces des écoles: cours, réfectoires, salles de gymnastique ?*

Je vous remercie pour vos réponses.

Mohamed Daif

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

**Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Daif,
Gemeenteraadslid PS-sp.a., betreffende de overlast van de feestzalen.**

De Raad neemt kennis.

16.10.2019/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Raiss, Conseillère
communale PS-sp.a, relative à l'abattage de 16 arbres au parc Albert.**

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Raiss,

Gemeenteraadslid PS-sp.a., betreffende het vellen van 16 bomen in het Albertpark.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mevrouw Raiss, waarvan de tekst volgt :

Beste Schepen,

Naar aanleiding van een mail van een medeburger wonend in de Machtenswijk inzake een vergunningsnummer voor het vellen van 16 bomen in het Albertpark langs de Edmond Machtenslaan, zou ik u graag het volgende willen vragen :

- *Waarom worden deze bomen geveld ?*
- *Gaat het vellen van deze bomen gepaard met nieuwe beplantingen ?*
- *Werden er nog andere vergunningen afgeleverd om bomen te vellen in andere parken of groene ruimtes in Molenbeek ?*

Saliha Raiss

23/09/2019

Het punt wordt van de dagorde gehaald en in schriftelijke vraag omgevormd.

16.10.2019/A/0033

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Saliha Raiss, Conseillère communale PS-sp.a, relative aux tours Brunfaut.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Saliha Raiss, gemeenteraadslid PS-sp.a., met betrekking tot de Brunfaut-toren.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Raiss, waarvan de tekst volgt :

Een aantal jaren geleden werd het project betreffende de volledige rehabilitatie van het gebouw met 16 verdiepingen 97 woningen gelegen 65, Fernand Brunfautstraat te Sint-Jans-Molenbeek gepresenteerd en goedgekeurd.

Sinds de verhuizing van de laatste bewoners van de Brunfaut-toren in 2016, klaagt de buurt over een zekere verloedering van hun wijk. Ratten, hygiëne, sluikstorten en veiligheidsproblemen werden meermaals door de bewoners van de brunfaut-wijk aan de gemeente, spijtig genoeg werd hieraan geen positief vervolg aan gegeven. Een van de meest aangehaalde reenden zou het tekort aan personeel zijn binnen de dienst Hygiëne van de gemeente.

Gemeenten zijn als beheerders van de openbare ruimtes verantwoordelijk voor het schoon, en veilig houden van de openbare ruimtes.

Het is dus vanzelfsprekend dat de gemeente zich volop moet engageren in het bestrijden van leegstand en de verloedering van de leef- en woonomgeving binnen onze gemeente.

Vandaar mijn vragen:

- *Wanneer zullen de renovaties van de Bunfaut-toren beginnen?*
- *Welk impact zullen de renovaties hebben op de buurt?*
- *Welke maatregelen zullen genomen worden om de ratteninvasie in deze wijk tegen te gaan?*
- *Welke maatregelen zullen genomen worden om het sluikstorten in deze wijk te voorkomen?*
- *Welke veiligheidsmaatregelen zullen genomen worden voor de ouders die hun kinderen afzetten en ophalen in de crèche ?*

Saliha RAISS

Het punt wordt verdaagd.

16.10.2019/A/0034

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vossaert, Conseiller communal Défi, relative au retrait des vélos électriques "Jump" dans la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Vossaert, dont le texte suit :

Début septembre , nous avons appris par voie de presse le retrait des vélos électriques Jump dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean et dans d'autres communes bruxelloises (Anderlecht, Koekelberg, quartier de Laeken,..)

Selon la société UBER, propriétaire des vélos, le retrait se justifie par des faits de vandalisme.

A la suite de cette décision, madame la Bourgmestre avez indiqué lors d'une interview que "Tout cela ressemble à une forme de capitalisme assez dure, où l'on choisit ses marchés commerciaux, où l'on interagit peu avec l'autorité publique. On délaisse facilement les quartiers, ce qui est l'inverse d'un service public ".

En commission de la mobilité régionale, le débat a eu lieu et en guise de réponse à la situation, la ministre de la mobilité a indiqué q'une réunion du groupe de travail chargé de la mobilité partagée, consacrée au cyclopartage, rassemblera, le 17 octobre prochain, les communes, les zones de police, les opérateurs et l'administration.

Par ailleurs, la ministre rappelle que la société privée a dans un courriel du 21 août , prévenu l'administration ainsi que les communes concernées du retrait du service dans ces dites communes à partir du 23 août.

Mes questions sont les suivantes:

- Une réunion a-t-elle eu lieu entre l'opérateur et la commune ? Quelles sont les raisons qui motivent le retrait?
- la commune participera-t-elle au groupe de travail du 17 octobre?
- Quelles solutions préconisez vous sur base de l'expertise de notre commune, pour les aspects de sécurité ? Une série de commune ont déjà pris par exemple des initiatives telles que des mesures de sensibilisation ou encore des zones de stationnement spécifiques pour des dispositifs de déplacements alternatifs.

Merci,

Michael VOSSAERT

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vossaert,
Gemeenteraadslid Défi, met betrekking tot de terugtrekking van de "Jump"
elektrische fietsen in de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad neemt kennis.

16.10.2019/A/0035 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Majoros, Conseiller
communal ECOLO SAMEN, relative aux sans-papiers menacés d'expulsion.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Majoros, dont le texte suit :

Madame la Présidente,
Mesdames et messieurs les échevin.e.s et conseillers.ères,

Depuis le printemps de cette année, quelques 90 sans-abris ont trouvé refuge dans un bâtiment vide situé dans le quartier Maritime, rues Vanderstichelen et Ulens.

Ces femmes, enfants et hommes subissent le manque d'humanité des gouvernements fédéraux successifs: ne disposant pour la plupart pas ou plus de titres de séjour, ils errent d'un lieu à l'autre.

Cette précarité nuit à leur santé, à la scolarité des enfants, à leur capacité à travailler (au noir, par défaut)...

Le 12 septembre dernier, le propriétaire de cet immeuble a fait mine de ne pas connaître les occupant.e.s réuni.e.s sous l'égide de l'association La Voix des Sans papiers. Il a déposé une requête auprès du Tribunal de Première Instance et obtenu je cite: "de faire déguerpir" les familles.

Les occupants se sont vus signifier ce jugement. Ils ont immédiatement mobilisé leur avocate pour contrer en Justice cette décision.

La Justice de Paix a fixé des plaidoiries pour la mi-janvier 2020, en plein hiver.

Mes questions:

- *La Commune a-t-elle pris des contacts depuis ce printemps pour faciliter l'obtention d'une convention d'occupation précaire de ce bâtiment vide ?*
- *Que met en place la Commune pour éviter la mise à la rue de près d'une centaines d'êtres humains ? Une médiation a-t-elle lieu ?*
- *La Commune a-t-elle signifié aux propriétaires qu'il est intolérable de laisser un bâtiment vide, que des pénalités frappent les immeubles vides et qu'elles ne manqueraient pas de s'appliquer aussi vite que possible si le bâtiment redevenait vide ?*
- *La Commune a acquis récemment un bâtiment vide situé rue Ransfort (bonne nouvelle): cet immeuble peut-il être maintenu en réserve pour faire face à une situation d'urgence humanitaire ?*

Merci pour vos réponses,

Karim Majoros

Conseiller communal chef de groupe Ecolo Samen

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Majoros,

Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, met betrekking tot zonder papieren die dreigen te worden uitgezet.

De Raad neemt kennis.

Karim Majoros quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2019/A/0036

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Duquesne, Conseiller communal Liste Bourgmestre, relative aux illuminations de fin d'année.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Duquesne, dont le texte est en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Duquesne,

Gemeenteraadslid Liste Bourgmestre, betreffende de eindejaarsverlichtingen.

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Evraud, Conseillère communale Liste Bourgmestre, relative à une augmentation des emplacements disponibles pour les défibrillateurs.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Evraud, dont le texte suit :

Chers Collègues,

Personne ne doute plus de l'importance d'un accès facile aux défibrillateurs.

Puis-je vous demander combien sont disponibles et où ils sont dans la commune.

Combien de voitures de police en sont équipées dans la zone ?

Y en a-t-il dans toutes les stations de gares et métro ?

Combien de personnes dans nos différentes implantations communales, administratives, sportives, éducatives, associatives ou culturelles sont à même de donner les premiers secours et si les formations de remise à niveau sont suivies?

Je suggère de proposer aux enseignes (supermarchés, restaurants, salons de thé, cafés, centres sportifs, culturels et médicaux, entreprises) de faire l'achat d'un défibrillateur (en organisant l'achat pour réduire le coût) si elles n'en possèdent pas et que la commune leur offre une plaque ou un panneau avec le nom de l'établissement, l'endroit où se trouve le défibrillateur, plaque avec un pictogramme reconnaissable qu'on placerait partout où il y en a un de disponible.

L'avantage de ces lieux, c'est qu'ils ont des plages d'heures d'ouverture plus importantes ce qui offre une plus grande sécurité.

Je vous remercie pour votre attention.

Danielle Evraud

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Evraud,

Gemeenteraadslid Liste Bourgmestre, betreffende een toename van het aantal beschikbare defibrillators.

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, Conseiller communal PTB*PVDA, relative à la propreté.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, dont le texte suit :

Bonjour,

Veillez agender l'interpellation suivante au conseil communal du 16 octobre prochain au sujet de la propreté.

Des groupes de citoyens aux Etangs noirs et au Quartier maritime ainsi que le PTB ont organisé des collectes de déchets dans les rues. Cela montre que les habitants en ont assez des saletés. Ce qui s'est également révélé par des réactions encourageantes des passants.

***Madame l'échevine, comment réagissez-vous à ces actions citoyennes?
Quelles mesures allez vous prendre pour remédier à ce problème persistant?***

*Luc Vancauwenberge
conseiller communal PTB*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge,
gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de netheid.**

De Raad neemt kennis.

16.10.2019/A/0039 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller
communal PTB*PVDA, relative au protoxyde d'azote.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit
:

*Veillez agender cette question orale/interpellation au conseil communal du mercredi
16/10.*

*Suite à l'interpellation du PTB sur les risques de l'usage du protoxyde d'azote du
23/3/2017, la commune s'est engagée à différentes mesures, surtout de sensibilisation.*

*Ainsi le service Pont allait faire des formations pour les acteurs de première ligne
(animateurs, enseignants, gardiens de la paix).*

** Combien de formations destinées à ces acteurs de première ligne ont eu lieu.*

*L'échevine concernée a cité le manque d'outils pour pouvoir aborder ces questions avec les
jeunes même.*

** Deux années et demie plus tard, quels sont les outils disponibles pour sensibiliser les
jeunes?*

* Combien d'activités de sensibilisation ont été réalisées par les services communaux ou paracommunaux (Move) auprès des jeunes (et moins jeunes) sur les dangers d'utilisation de ce gaz?

Mohammed El Bouazzati

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Bouazzati,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende het stikstofoxide.

De Raad neemt kennis.

16.10.2019/A/0040 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Evraud, Conseillère
communale Liste Bourgmestre, relative au transport des enfants en cars Kéolis.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Evraud, dont le texte suit :

Sur le site de Keolis, on lit que cet opérateur privé de transport public franco-qubécois exploite des réseaux de bus, métros, en fait tous moyens de transports jusqu'aux funiculaires et ACCOMPAGNE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES TERRITOIRES.

Comme le papier se laisse écrire, on peut y lire que pour accompagner les villes dans la voie d'une mobilité respectueuse de l'environnement mais aussi pour se préparer aux futures réglementations, Keolis met au service des Autorités Organisatrices son expertise dans le domaine des véhicules « propres ». »

Et puis vous essayez de ne pas étouffer en suivant un car Kéolis dans Molenbeek ! Il ne faut pas être asthmatique. Et ce n'est pas qu'à Molenbeek, ils ont pris une part importante du marché du transport de voyageurs et d'écoliers etc. dans toute la Région.

Qu'on oblige des privés faisant 5000 km/ an à se séparer leur véhicule diesel (pour les revendre en Afrique sans doute) et qu'on laisse du matin au soir ces cars empuantir les endroits où l'on charge des enfants, il faut qu'on m'explique la logique. Comment sont-ils admis au contrôle technique ?

J'ai téléphoné à l'entreprise. On m'a passé un responsable. Il n'est pas au courant et je serais la première personne à s'en plaindre. J'aurais même pu lui envoyer des commentaires lus sur Facebook. Je lui ai rappelé les engagements de sa société et lui ai proposé de suivre un de ses cars qui transporte nos enfants pour se faire une idée, s'il y arrive. Je vous communique sa réponse : il va se renseigner.

Danielle Evraud

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Evraud,

Gemeenteraadslid Liste Bourgmestre, betreffende het vervoer van kinderen door Kéolis-bussen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

16.10.2019/A/0041

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Evraud, Conseillère communale Liste Bourgmestre, relative au danger des voitures électriques.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Evraud, dont le texte suit :

Sur le site français Aube digitale, s'intéressant aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle, on apprenait la semaine dernière que la National Highway Traffic Safety Administration, la NHTSA, agence fédérale américaine chargée de la sécurité routière a annoncé qu'elle ouvrait une enquête sur l'utilisation de la fonction « Smart Summon » de Tesla suite à une pétition alléguant que Tesla utilisait des mises à jour logicielles en direct pour couvrir des problèmes dangereux avec les batteries.

L'exemple cité vient d'Autriche, où une Tesla a percuté un arbre et une rambarde, les passants ont heureusement fait sortir le conducteur de 57 ans car son véhicule est parti rapidement en fumée.

Pour éteindre l'incendie et refroidir le véhicule, il a fallu fermer la rue et déplacer un conteneur spécial contenant 11 000 litres (11 tonnes) d'eau, spécialement conçu pour éliminer le risque d'incendie de proche en proche des cellules de la batterie électrique. Il peut se réactiver pendant trois jours, d'après le porte-parole des pompiers.

Notez qu'un véhicule d'incendie moyen transporte environ 2 000 litres d'eau.

Le conteneur utilisé en Autriche est censé convenir à tous les véhicules électriques courants. Il mesure 6,8 mètres de long, 2,4 mètres de large et 1,5 mètre de haut, il est (évidemment) étanche et pèse trois tonnes.

En Belgique récemment, lors d'un accident similaire, les pompiers d'Anvers ont dû bricoler un conteneur avec une bâche pour éteindre un tel incendie car rien ne semblait prévu ici.

Mes questions :

- *Qu'en est-il à Molenbeek ?*
- *Le déplacement et le placement d'un tel conteneur est-il possible partout dans toutes nos rues, même à potelet? (Un camion courant mesure 2m57 de large + les rétroviseurs)*
- *Depuis l'expérience d'Anvers, a-t-on des conteneurs adaptés dans les casernes ?*
- *Les services de secours sont-ils informés et équipés?*
- *Nos parkings couverts sont-ils normés pour accueillir de tels véhicules dont un simple court-circuit peut déclencher l'incendie ?*
- *Un espace de dégagement est-il prévu pour les bornes de rechargement ?*
- *De plus en plus, de gros véhicules comme des bus électriques circulent dans nos rues, certains se font agresser, caillasser et risquent des collisions beaucoup plus*

dangereuses qu'avec un moteur diesel. Tient-on compte des circuits pour ce type de véhicule ? Qu'est-il prévu en cas d'incendie ?

• De plus la batterie Tesla est montée sous le véhicule. Les batteries contiennent des acides et des produits chimiques qui peuvent facilement s'échapper. Tous les services devant assurer la sécurité ont-ils l'information et les moyens de répondre à ces dangers et éviter les pollutions ?

• En cas d'hivers rigoureux, les services routiers ont-ils la possibilité avec des compresseurs diesel ou des batteries chargées, de dépanner en toute sécurité les véhicules dont le chauffage a vidé prématurément la charge électrique ? On a vu des centaines de voitures abandonnées lors de grands froids l'an dernier.

• L'article dit espérer que l'agence NHTSA réglerait rapidement un problème qui chaque jour met des vies en danger. Est-ce bien évalué ici aussi?

Je vous remercie pour vos réponses.

Danielle Evraud

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Evraud,

Gemeenteraadslid Liste Bourgmestre, betreffende het gevaar van elektrische auto's.

Het punt wordt verdaagd.

Levée de la séance à 23:30
Opheffing van de zitting om 23:30

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Catherine Moureaux